

Ministère de la Région wallonne  
Direction générale de l'Agriculture

# les 11 nouvelles

## DE L'HIVER

Une publication  
trimestrielle  
de la direction générale  
de l'Agriculture  
1<sup>er</sup> trimestre 2008

### Actualité

Les  
métamorphoses  
du Ministère de  
l'Agriculture  
p. 4-8

### Conditionnalité

Lancement du  
Système de  
Conseil agricole  
wallon  
p. 12

### Société

L'agriculture  
multifonction-  
nelle en Région  
wallonne :  
mythe et réalité  
p. 30-36

## dossier La politique européenne de Développement rural



RÉGION WALLONNE

Bur. dep. Brux. X

<http://agriculture.wallonie.be>



# Sur la voie du développement rural durable !

**D**ans ce numéro des *Nouvelles de l'Agriculture*, vous découvrirez en détails le nouveau *Programme de Développement rural* (PDR) qui couvre la période 2007 – 2013. Ce programme est l'un des principaux outils de redéploiement de l'agriculture et du monde rural.

En Wallonie, 476 millions d'euros y seront consacrés par les pouvoirs publics, soit 283 millions de la Région et 194 millions par cofinancement européen.

Au travers de ce programme, ma volonté est de stimuler la compétitivité et la valeur ajoutée du secteur agricole. Pour ce faire, nous devons miser sur ce que nous faisons de mieux : la qualité de nos produits.

Concrètement, les investissements porteurs en termes de valeur ajoutée seront largement privilégiés : amélioration de la qualité, investissements dans le secteur non alimentaire, mise aux normes sanitaires et environnementales, par exemple, l'adaptation d'un bâtiment pour répondre aux nouvelles exigences sanitaires ou encore l'achat de matériel spécifique pour se conformer à un cahier de charge d'un produit de qualité.

Ensuite, l'objectif est de renforcer la complémentarité entre agriculture et environnement et de soutenir le rôle multifonctionnel de l'agriculture. Les méthodes agri-environnementales feront l'objet de toutes les attentions. Il en ira de même pour la compensation des pertes de revenus des exploitants dont les parcelles se situent en zones *Natura 2000*. Au total, c'est un budget de 188 millions d'euros qui est réservé pour des mesures subsidiées à 100 %.

Enfin, nous viserons à assurer l'attractivité des zones rurales en y favorisant la qualité de vie et la création d'emplois. Cette priorité se matérialisera notamment par le soutien à la création de microentreprises qui se développeront à partir des exploitations. La valorisation des produits agricoles et horticoles, le tourisme à la ferme, l'approche pédagogique, ... seront encore mieux soutenus.

Ce programme représente autant d'opportunités pour inscrire notre agriculture et nos espaces ruraux dans la voie du développement durable. A nous d'en profiter !

LE MINISTRE WALLON DE L'AGRICULTURE, DE LA RURALITÉ,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME

# La roue du temps ...



**L**a roue du temps tourne inexorablement ... Et elle entraîne dans son sillage un cortège de changements, peu visibles dans l'instant, mais bien réels pourtant. Dans nos sphères d'activités respectives, tout en assurant les tâches quotidiennes, nous contribuons les uns et les autres à l'évolution collective.

Mon tour est désormais venu de prendre congé de ma vie professionnelle. Je le fais après 37 années consacrées à l'Agriculture, de l'emploi d'ingénieur agronome de l'Etat si proche du terrain, au poste de directeur général de la DGA, avec pour moi une même préoccupation de rendre un service public utile au monde agricole.

Difficile d'en faire un bilan, tant la période fut exceptionnelle, avec des évolutions considérables : progrès fulgurants de la mécanisation et des autres technologies, passage d'une économie locale à la mondialisation des marchés, avec la mise en place pacifique d'une Union européenne aujourd'hui forte de 27 pays, les objectifs glissant dans ce laps de temps de la nécessité de produire des aliments à l'urgence de protéger la planète, ...

De telles évolutions ont eu des incidences profondes sur la société en général et sur le travail des agriculteurs, lesquels sont notamment passés en quelque sorte du règne de l'effort physique à celui de la contrainte administrative, avec de solides enjeux financiers à la clé.

Avec des conséquences également pour les structures publiques d'encadrement, dont je vous retrace brièvement les métamorphoses dans cette revue, depuis la création du premier ministère de l'Agriculture en 1884, jusqu'au futur Service administratif opérationnel de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement sur lequel je lève le voile et qui verra le jour en 2008, intégrant les actuelles DGA et DGRNE.

Ce numéro vous permettra aussi d'en savoir plus, via notre dossier, sur le nouveau *Programme de développement rural 2007-2013*. Des aides telles que celles relatives aux investissements en agriculture (AIDA) ou aux méthodes agroenvironnementales (MAE) en font partie. Une large réflexion est par ailleurs consacrée aux relations entre l'agriculture et la société, vaste sujet dont l'acuité a grandi dans le contexte précité des 40 dernières années.

Quoi qu'il en soit, les défis restent très nombreux pour les uns et pour les autres.

Je vous souhaite de garder la force de les relever et de trouver dans votre travail quotidien les satisfactions financière et personnelle auxquelles vous aspirez légitimement.

Bon vent à chacun. Merci de l'attention consacrée à notre revue *Les Nouvelles*.

VICTOR THOMAS, DIRECTEUR GÉNÉRAL



## SOMMAIRE

### Actualité

Les métamorphoses du Ministère de l'Agriculture p 4

### Economie

Evolution de l'agriculture wallonne p 9  
Les fermages 2008-2010 p 11

### Conditionnalité

Lancement du Système de Conseil agricole wallon p 12

### Recherche

La mammite chez la vache laitière, une infection vraiment indomptable ? p 13

### Secteur végétal

Les contrôles de terrain : une obligation et une garantie d'équité et de justice p 16

### Dossier

La politique européenne de Développement rural : une (r)évolution ! p 18

### Société

L'agriculture multifonctionnelle en Région wallonne : mythe et réalité p 30

### A voir

Le site portail de l'agriculture wallonne Du nouveau à visiter p 37

### Agroenvironnement

Protection de l'eau, comment ça marche ? p 38  
L'analyse de terre et le conseil personnalisé : outils indispensables pour une fertilisation raisonnée p 40

### Apaq-W

Concours de l'entrepreneur de jardins de Wallonie p 42

### Brèves du livre

p 43





Pause pendant la moisson à Saint-Aubin en août 1941.

Photo : coll. V. Thomas

# Les métamorphoses du

**« Soutenir le développement durable d'une agriculture compétitive, orientée vers la qualité et contribuer ainsi au dynamisme du monde rural. »**

**DGA 2002 – 2008**

## Encadrer la production agricole

Si l'élevage et la culture des plantes dans un but alimentaire remontent aux temps immémoriaux, l'histoire plus récente de l'agriculture montre une extraordinaire évolution, faite d'aléas économiques et de progrès techniques, pour s'inscrire actuellement chez nous, comme chacun le sait, dans le cadre de la Politique agricole européenne.

Reflets de l'importance accordée par les autorités politiques au devenir de l'agriculture, les structures publiques d'encadrement ont fortement évolué ces 30 dernières années, parallèlement à l'évolution des capacités de produire, à la modification des besoins de la société et aux

changements politiques qui en résultent. Historiquement, en Belgique, le Ministère de l'Agriculture est né le 16 juin 1884, sous l'appellation de *Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics*. Cet amalgame de compétences constituait à l'époque la réunion logique de tous les secteurs économiques soutenus par les pouvoirs publics.

L'agriculture subissait alors, depuis 1878, une très grave crise liée à un excédent des denrées au niveau mondial, touchant principalement les céréales et la viande. Le continent européen était inondé de produits agricoles provenant des Etats-Unis d'Amérique, grâce aux développements conjugués des transports maritimes

et ferroviaires, ainsi qu'aux techniques de conservation. Les prix s'étant effondrés, la population agricole, encore très nombreuse, était plongée dans la misère et la mission urgente de ce premier ministère était de « *stimuler, encadrer et mener à bien une réorientation et une rationalisation en profondeur de la production agricole belge* ».

La direction Agriculture, avec son fameux *Corps des ingénieurs agronomes de l'Etat* est ainsi créée dès 1885. En véritables missionnaires, pendant des décennies, ils iront prêcher les nouvelles technologies à une classe agricole alors très traditionaliste. Entre-temps, le précurseur de l'inspection vétérinaire était né aussi dès la fin du

XIX<sup>e</sup> siècle (le *Service Sanitaire*). Suivront, successivement, la mise sur pied du *Service de l'Horticulture* (1910), les premières conseillères ménagères (1919), la protection des végétaux (1928), l'Administration de l'Elevage (1938) et enfin les ingénieurs du Génie rural (1948). C'est en 1938 que sont créés deux parastataux importants, l'*Office national du lait* (ONL) et l'*Office national des débouchés agricoles et horticoles* (ONDAH). Avec la création de l'IRSIA (*Institut pour la Recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture*) en 1944, puis le regroupement d'établissements scientifiques dans une administration de la recherche agronomique (en 1957), l'autorité a mis en place un réseau public de développement technologique du secteur agricole.

pour servir ces objectifs. Le succès fut au rendez-vous. Au prix d'investissements considérables et avec une réduction drastique de la population active agricole, en vingt ans, l'autosuffisance alimentaire fut atteinte dans la CEE! Aussi, dès la fin des années septante, des excédents et des difficultés d'écoulement dus à l'insuffisance d'une demande mondiale solvable conduisent déjà à infléchir la politique agricole commune et à mettre en place des mécanismes successifs de limitation des productions (quotas laitiers dès 1984, jachères, ...), avec certaines aides compensatoires. Le rôle des services publics et leur mode d'organisation en seront évidemment affectés. Entre-temps, la Belgique a évolué, elle, sur

à cette DGA à partir de 1995. Dans cette même période, au niveau fédéral, un grand regroupement s'opère, intégrant plusieurs parastataux, dans le nouveau ministère de l'Agriculture et des Classes moyennes (1995). Cette structure, complètement rénovée, ne résistera cependant pas à ce que l'on retiendra comme la *crise de la dioxine* en 1999. Survenue après d'autres vagues, liées à la santé animale et à la sécurité de la chaîne alimentaire, cette crise démesurée débouchera sur la création de l'*Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire* (AFSCA), regroupant également en son sein des services de la santé publique (de 2000 à 2002). Simultanément, l'agriculture est cette fois complètement régionalisée

# Ministère de l'Agriculture

Créée seulement en 1947, l'*administration des Services économiques* va rapidement prendre une place considérable, pour concevoir la politique agricole, et cela bien sûr parallèlement au développement progressif de l'actuelle Union européenne ! Née dans un contexte de grave pénurie alimentaire – la guerre est finie depuis peu – la Politique agricole européenne doit répondre aux cinq objectifs du traité fondateur (Rome – 1956). La mission est alors très claire : assurer la sécurité des approvisionnements, à des prix raisonnables, tout en garantissant un revenu équitable aux agriculteurs, ce qui passe obligatoirement par un accroissement de la productivité.

## Excédents, évolution institutionnelle belge et autres crises

A la fin des années cinquante, tous les outils publics d'encadrement et de soutien de l'agriculture sont ainsi en place

le plan institutionnel, avec la mise en place de pouvoirs régionaux et communautaires. La structure unique du ministère de l'Agriculture a vécu, avec notamment :

- **1980** : les transferts des services s'occupant des eaux et forêts, remembrement et hydraulique agricole (vers la Région wallonne), ainsi que la formation post-scolaire agricole et la formation professionnelle des indépendants (vers Communautés),
- **1988** : régionalisation de la station forestière du CRA à Gembloux,
- **1993** : régionalisation de l'expansion économique en agriculture (dont le FIA) et de la promotion des produits (devenue l'ex-ORPAH en Wallonie).

La première *direction générale de l'Agriculture* (DGA), voit ainsi le jour en 1993, au sein du ministère de la Région wallonne (MRW). L'*Office wallon du Développement rural*, issu de l'ancienne *Société nationale terrienne* régionalisée, sera intégrée

(2001), à l'exception notable des compétences de l'AFSCA et du service public fédéral correspondant, ainsi que des missions qui restent dévolues au BIRB (*Bureau d'Intervention et de Restitution belge*).

Photo : La Belgique vue du ciel — David Van Den Dooren

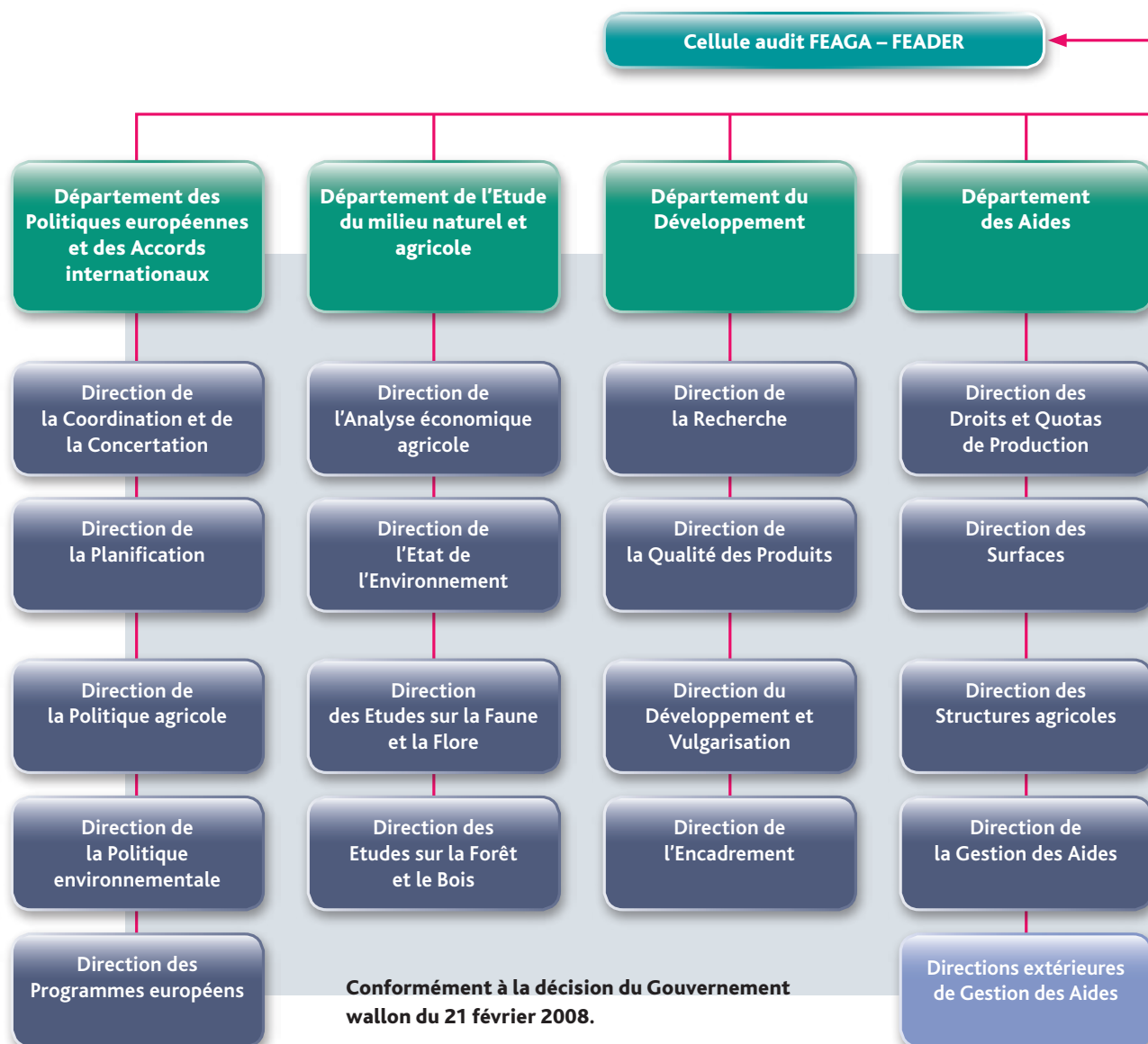


Hesbaye.

# Une nouvelle structure pour l'admin

## La direction générale Agriculture,

6



Sur le plan wallon, une DGA élargie et restructurée, en quatre divisions, est opérationnelle depuis octobre 2002 (revoir *Les Nouvelles de l'automne* – 4<sup>e</sup> trimestre 2002). Depuis, elle fait face avec succès aux divers objectifs qui lui sont assignés, en accroissant son efficacité suite à l'érosion constante de ses effectifs. Le nouveau paysage des services publics, fédéraux et régionaux, liés à l'agriculture est ainsi remis en place depuis 2002.

### Vers l'agriculture durable

Longtemps ignoré, l'environnement est entré progressivement au cœur des préoccupations de la société, la logique productiviste montrant notamment certains effets pervers. Dans le secteur agricole, outre le développement de l'agriculture biologique, la préoccupation environnementale pèsera progressivement de plus en plus dans la définition de la politique européenne à suivre, certainement après

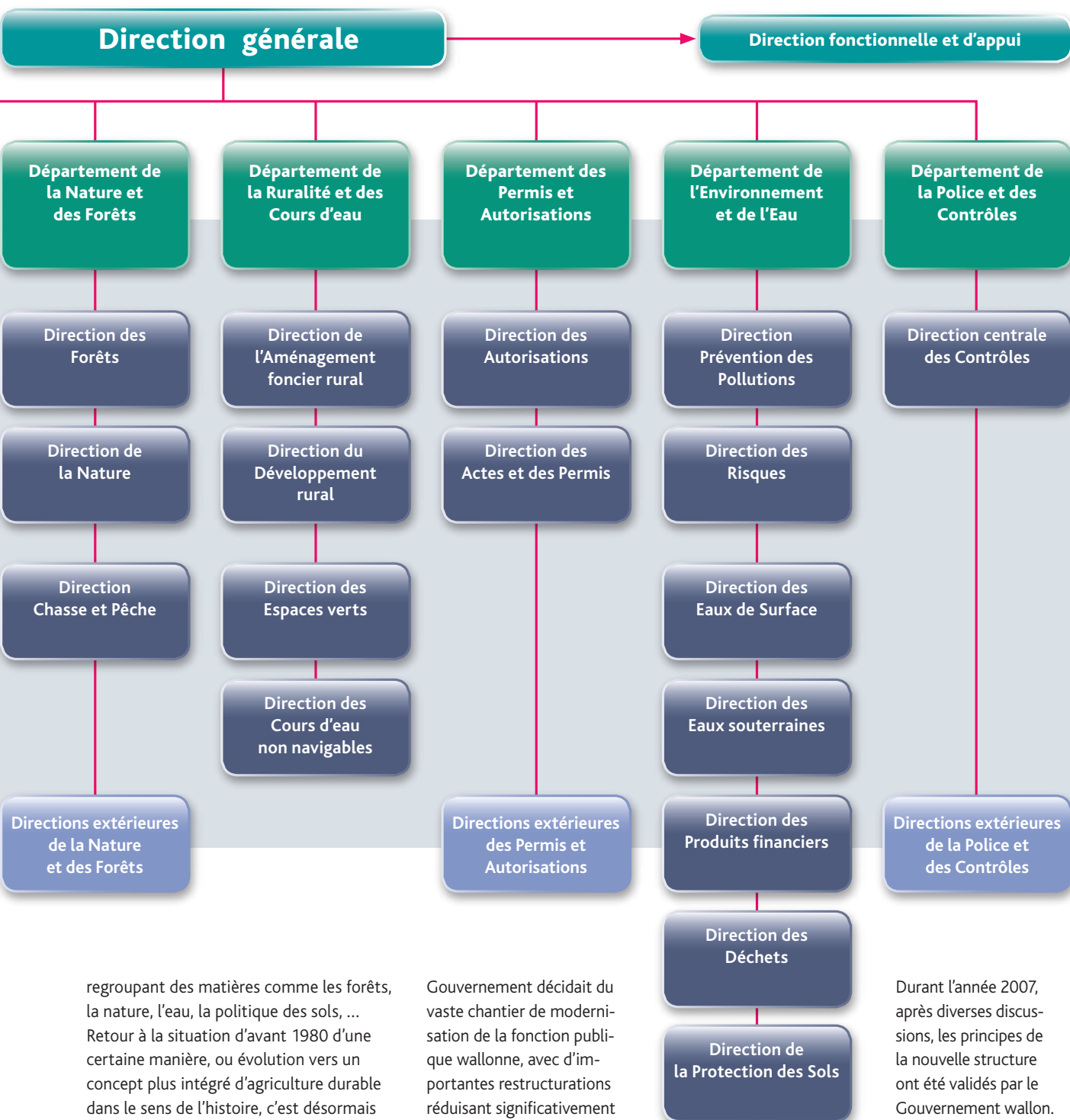
le *Traité d'Amsterdam*, entré en vigueur en mai 1999.

### Demain la fusion des administrations de l'agriculture et de l'environnement

Sur le plan régional, la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGRNE) est active au sein du ministère de la Région wallonne,

# Administration de l'Agriculture de la Région wallonne

## Ressources naturelles et Environnement (DGO3)



regroupant des matières comme les forêts, la nature, l'eau, la politique des sols, ... Retour à la situation d'avant 1980 d'une certaine manière, ou évolution vers un concept plus intégré d'agriculture durable dans le sens de l'histoire, c'est désormais vers une future administration regroupée *Agriculture, Ressources naturelles et Environnement* qu'il faudra se tourner à l'avenir. C'est en effet en décembre 2006 que le

Gouvernement décidait du vaste chantier de modernisation de la fonction publique wallonne, avec d'importantes restructurations réduisant significativement le nombre d'administrations. Pour la DGA, il s'agit désormais de fusionner avec la DGRNE, pour donner bientôt naissance à une nouvelle et commune direction générale, dite **DGO3**.

Il reste maintenant à mettre la DGO3 en place, tout en assurant la continuité dans l'intervalle.

Durant l'année 2007, après diverses discussions, les principes de la nouvelle structure ont été validés par le Gouvernement wallon. Ceci débouche sur l'organigramme ci-dessus.



## Préfiguration de la DGO3

Pour les partenaires ou utilisateurs des services publics de l'Agriculture, ces incessants changements de l'organisation sont évidemment source de grandes difficultés pour identifier les bons interlocuteurs. C'est aussi le lot d'autres entreprises privées connaissant des situations similaires après fusion. Il devra donc y avoir, lorsque le moment du basculement vers la nouvelle organisation sera venu, une communication la plus adéquate possible.

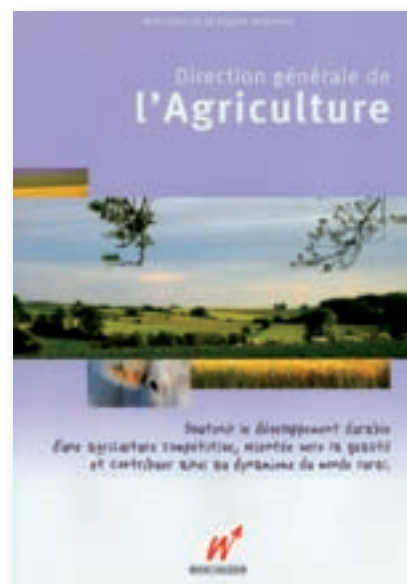
Dans cette perspective, il serait contre-productif de présenter dès maintenant le détail de la structure DGO3. Les principes suivis et les modifications majeures peuvent néanmoins être esquissés.

- L'organigramme comprend neuf départements, répartis en regroupant les services à missions similaires : spécialisation des fonctions et harmonisation des procédures.

- Chaque fois qu'utile, la mise en commun de services provenant des deux administrations actuelles est réalisée, notamment pour assurer la cohérence des conceptions des réglementations, pour organiser les contacts internationaux, intégrer diverses facettes des contrôles obligatoires ou centraliser la gestion des aides relevant de l'organisme payeur FEAGA – FEADER. La volonté est d'organiser la nouvelle administration de façon à y développer les synergies et la transversalité.

- Pour le monde agricole, il restera de l'actuelle DGA certains guichets spécifiques et visibles dans la nouvelle structure DGO3 : toute la division des Aides, avec ses sept directions extérieures, la direction de la Politique agricole, la direction de la Qualité des produits, la Gestion de l'espace rural, etc.

- Avec quelques mille quatre cents agents, répartis sur quinze localisations,



l'organisation des services extérieurs de la DGO3 pourrait encore connaître certaines évolutions à l'avenir.

- Dans l'immédiat, on note que les sept directions de la division des Aides à l'agriculture sont maintenues en l'état. De même, les importants services extérieurs de la division de la Nature et des Forêts resteront bien répartis sur la Wallonie. D'autres services continueront à avoir des agents répartis sur le territoire wallon, tout en dépendant d'un directeur technique localisé à Namur. Ce sera notamment le cas des actuels services : Analyse économique agricole, Qualité des produits, Développement et Vulgarisation, Remembrement et Travaux, Développement rural. Ceci permettra d'assurer la continuité, en privilégiant la proximité.

Si, selon l'objectif du Gouvernement wallon, cette restructuration s'accompagne d'une vraie modernisation des moyens, qui dépendra elle essentiellement des trois entités administratives dites « transversales » prévues, une organisation plus performante devrait en résulter.

Gageons que la future DGO3 associera le meilleur des deux administrations actuelles et confirmera ainsi leur efficacité.

Puisse alors cette organisation rester stable un temps suffisant, car ces changements structurels sont évidemment lourds à mettre en œuvre et perturbants pour les divers utilisateurs et partenaires. C'est ce que je souhaite pour 2008 !



Photo : DGA - B. Georges

La DGA dans la Ferme en ville.

V. THOMAS, DIRECTEUR GÉNÉRAL



# Evolution de l'agriculture wallonne

## économie

9

## Etat 2006-2007

### Les exploitations

En mai 2006, on a recensé 16.557 exploitations agricoles, soit 552 de moins qu'en 2005 (-3,2 %). Parmi les exploitations, 24,4 % sont orientées vers la production de viande bovine, 19,5 % sont orientées vers les grandes cultures et 13,8 % vers la production laitière. La superficie moyenne est de 45,7 ha (41,4 en 2003). Un peu plus de 70 % des exploitations (11.821) sont considérées « à temps plein ». Parmi les exploitations, il y a 1.153 sociétés (+3,1 % par rapport à 2005).

En ce qui concerne la production animale, on a recensé 12.100 détenteurs de bovins dont 5.962 détenteurs de vaches laitières (6.316 en 2005) et 9.244 détenteurs de vaches allaitantes (9.507 en 2005). 958 exploitations détiennent des porcs (1.038 en 2005).

### Les facteurs de production

La superficie agricole (SAU) de la Région wallonne est de 756.811 ha. Elle représente environ 45 % de la surface de la Wallonie. La majorité de cette SAU est exploitée en faire-valoir indirect (69,8 %). Parallèlement à l'évolution du nombre d'exploitations, la main-d'œuvre occupée en agriculture continue à régresser. En mai 2006, elle s'élève à 27.365 personnes dont 55,7 % occupées à temps plein. La main-d'œuvre reste essentiellement familiale. La main-d'œuvre féminine représente 31,1 % du total.

En ne prenant pas en considération les petites exploitations, on estime que la valeur totale du capital d'une exploitation agricole atteint en moyenne 920.427 €, dont la moitié appartient aux exploitants. Le montant moyen des capitaux empruntés s'élève en 2006 à 137.800 € par exploitation (30 % des capitaux engagés par l'exploitant).

### Les productions

#### Les productions végétales

La superficie destinée aux productions fourragères couvre 57,1 % de la SAU wallonne. En atteignant 183.809 ha, la superficie des céréales a augmenté de 2,6 % par rapport à 2005, mais, du fait des rendements moins élevés, la production des principales céréales a diminué (-5,3 % pour le froment d'hiver). Elle est toutefois en hausse de 26,4 % pour l'escourgeon du fait de l'augmentation des emblavements. La production de betteraves sucrières reste de loin la production industrielle la plus importante. En 2006, elle a cependant été en recul (-5 %) suite à la diminution de la surface et du rendement. La production de chicorées à inuline a diminué de 48 % suite à la restructuration du secteur. La production de pommes de terre a diminué

sensiblement (par exemple : -11 % pour la variété *Bintje*) en raison de moins bons rendements malgré une légère progression des surfaces plantées. En ce qui concerne les productions horticoles, on a recensé une augmentation de la superficie globale des légumes avec un accroissement de la surface des légumes destinés à la consommation à l'état frais. De bons rendements ont amené une production globale en hausse. Pour les fruits, la superficie recensée a diminué de 0,8 % par rapport à 2005. Ici aussi, de bons rendements ont amené des productions en hausse (16 % pour les pommes et 20 % pour les poires). La superficie agricole wallonne menée en production biologique a atteint 29.308 ha, soit 25 % de plus qu'en 2005. La plus grande partie est constituée de prairies (83,4 % du total).



Photo : MRW-Dicom - D. Van Acker - 7066

## Les productions animales

En mai 2006, le cheptel bovin atteignait 1.329.814 têtes, soit une diminution de 1,4 % par rapport au mois de mai 2005. Le nombre de vaches laitières en production (223.538) était en recul de 3 %, le cheptel mâles *de plus d'un an* a diminué de 6,4 % et celui des vaches allaitantes a augmenté de 0,8 %. En fonction de ces évolutions, la production de viande bovine a augmenté légèrement (2,5 %). Le quota laitier wallon est de 1,251 milliard de litres avec un quota moyen de livraison de 225.000 litres. Le nombre de porcs recensés en 2006 a augmenté de 1,4 %, atteignant 370.729 unités. La hausse de la production, entamée en 1996, se poursuit légèrement en 2006. En ce qui concerne la volaille, les cheptels *poulets de chair* et *poules pondeuses* ont diminué respectivement de 9,5 et 7,8 %. Enfin, l'équivalent de 32.102 unités gros bétail est en production biologique. Ce total, composé pour plus de 86 % par des bovins, est en augmentation par rapport à 2005.

## Les prix des produits

L'année 2006 fut globalement meilleure que la précédente en ce qui concerne les prix des produits agricoles. La plupart des produits (sauf le lait) ont en effet connu des hausses de prix. Pour les betteraves, on observe une diminution de prix de 12,6 % suite à la réforme de l'OCM du sucre. En ce qui concerne les productions bovines, l'évolution a été positive pour l'ensemble des types de production, spécialement pour le bétail de moins bonne qualité. L'évolution a été favorable pour les porcs (+4,3 %). Pour la volaille, on enregistre un recul (-10,3 % pour les poulets de chair) et une très forte augmentation pour les œufs (+37 %). Enfin, pour le lait, on a enregistré une très légère diminution (-2,1 %). Globalement, l'indice des prix reçus par les producteurs est en hausse d'environ 11 % en 2006.



Photo : MRW-Dicom - J.L. Carpentier - 4032

## Les revenus

L'année 2005 avait connu une évolution défavorable : diminution moyenne de 8 % du revenu du travail par unité de travail (RT/UT). En 2006, la situation est plus favorable car on enregistre une augmentation moyenne de 16 % de ce même revenu. Dans les faits, une sorte de réajustement est intervenu.

Le RT/UT moyen s'établit en 2006 à 25.118 € contre 21.573 € en 2005. L'évolution a été positive pour les exploitations orientées vers la production laitière et donc dans les régions herbagères et en Haute Ardenne. Par rapport au revenu moyen wallon, c'est l'orientation *cultures agricoles* qui procure le revenu le plus élevé et, au niveau des régions agricoles, les régions sablo-limoneuse, limoneuse et le Condroz ont un revenu moyen plus élevé que les autres régions. Si on calcule le revenu moyen de l'exploitant et de sa famille (non salariée) par unité de travail, ce revenu (qui inclut les intérêts imputés au capital en propriété) atteint 32.752 € en 2006, soit une hausse de 15 % par rapport à 2005.

## Influence des aides compensatoires

En 2006, les aides (ensemble du premier et du second pilier de la PAC) représentent en moyenne plus de 80 % du RT/UT. Près de 69 % proviennent du premier pilier. Cette importance relative varie fortement selon les orientations de production : elle

est plus faible que la moyenne pour les orientations laitières (49 %) et pour les grandes cultures (58,3 %) mais elle atteint plus de 100 % pour les exploitations spécialisées en viande bovine. Au niveau macro-économique, les aides du premier pilier ont atteint 241,1 millions d'€.

## Valeur de la production agricole wallonne

En 2006, la valeur globale de la production agricole wallonne (sans les aides compensatoires) a été estimée à 1.520,3 millions d'€ ce qui représente une augmentation de 7,4 % par rapport à l'année 2005. La valeur des produits de l'élevage (59,2 % de l'ensemble) augmente de 3,6 % tandis que celle des grandes cultures (30,4 % du total) augmente de 17,8 %. Une hausse (2,1 %) est également enregistrée pour l'horticulture (10,4 % de l'ensemble).

JEAN-MARIE BOUQUIAUX,  
DIRECTION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE AGRICOLE

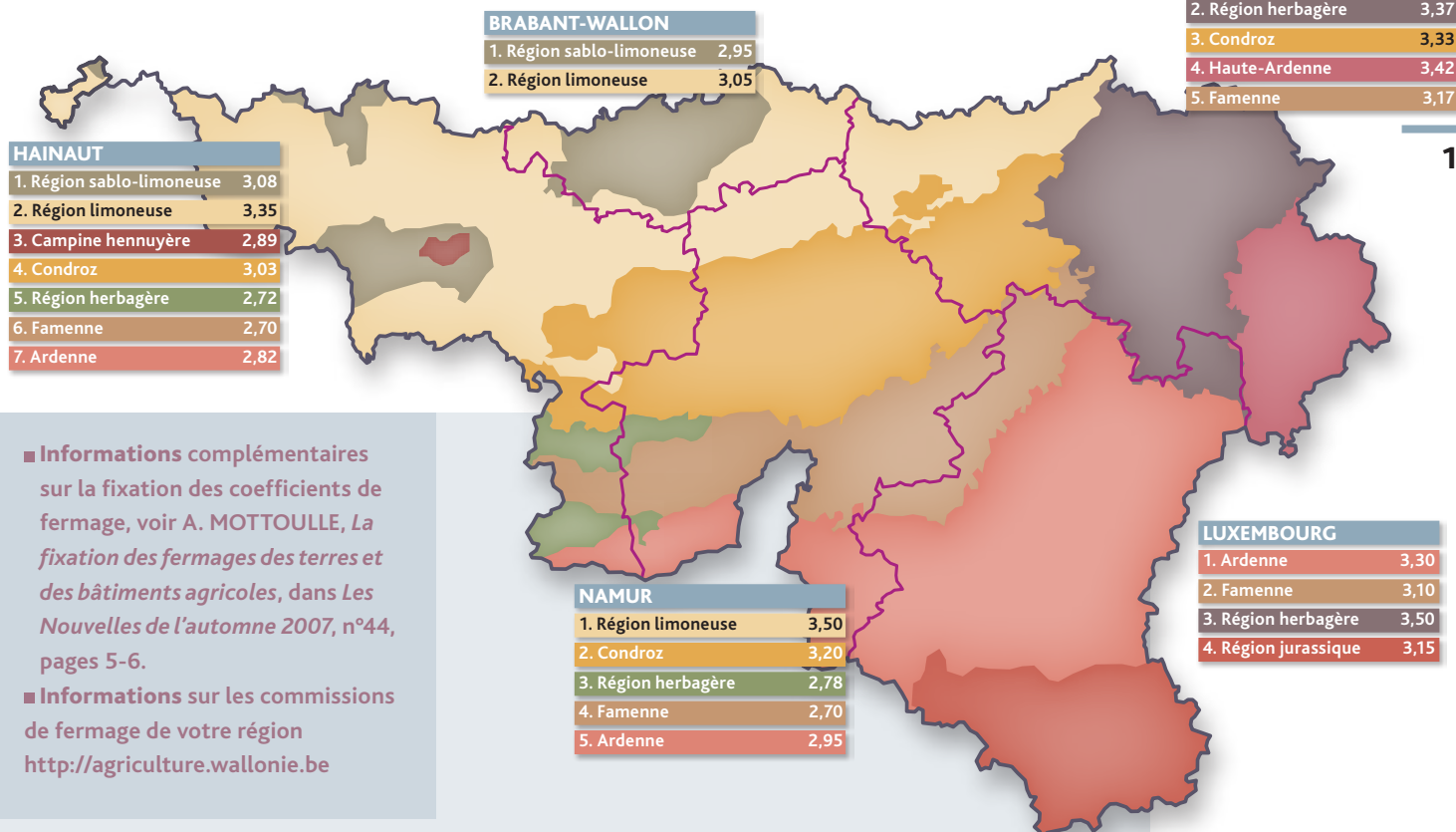
## Plus d'informations

Division de la Politique agricole, DGA  
Direction de l'Analyse  
économique agricole  
Jean-Marie Bouquiaux  
Ilôt Saint-Luc  
14, chée de Louvain  
5000 Namur  
T. : 081 / 64.94.54  
@ : jm.bouquiaux@mrw.wallonie.be

# Fixation des fermages 2008-2010

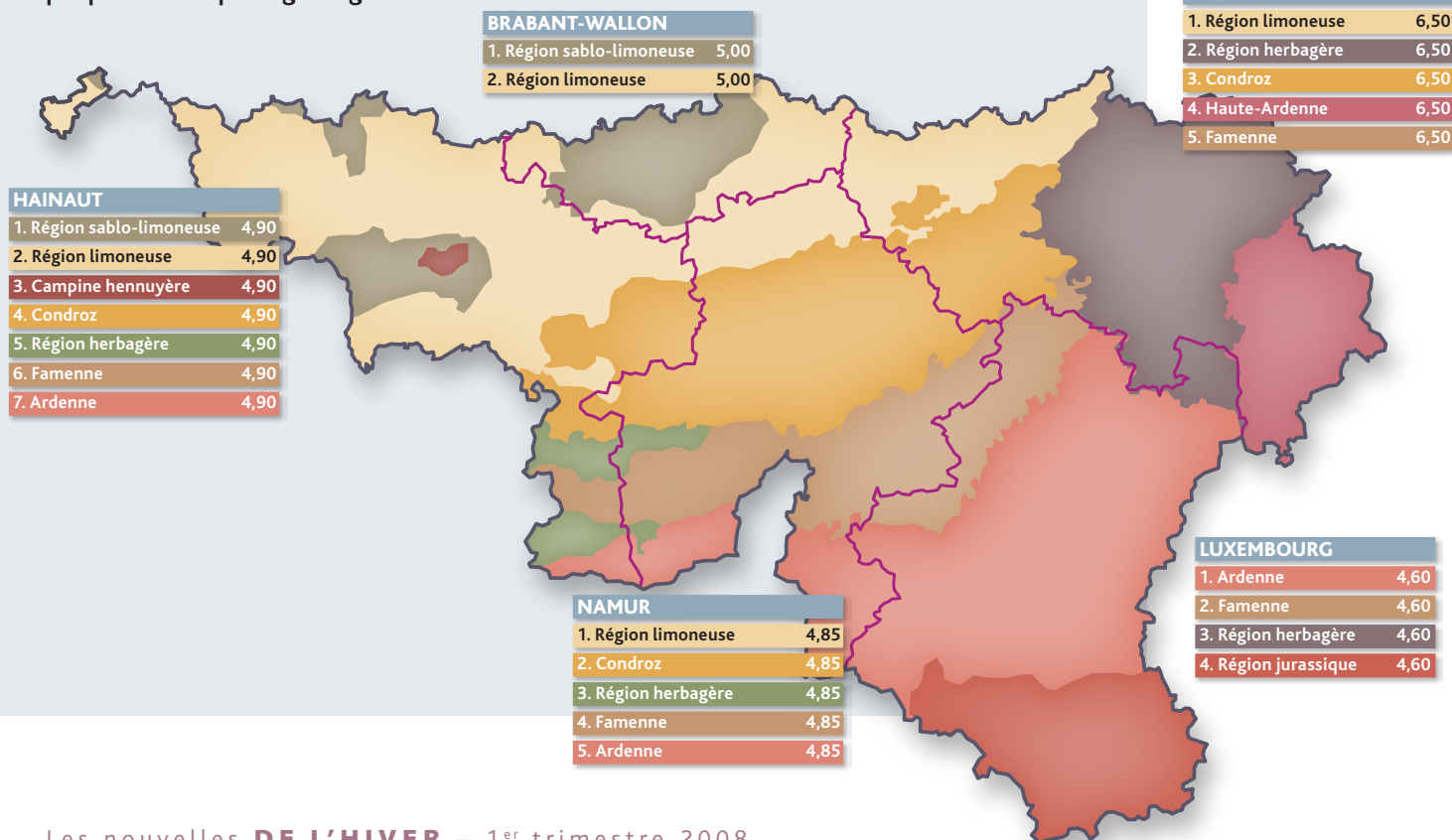
## Les nouveaux fermages d'application

Coefficients de fermage 2008-2010 des terres agricoles en Région wallonne, par province et par région agricole



11

Coefficients de fermage 2008-2010 des bâtiments agricoles en Région wallonne, par province et par région agricole





# Lancement du Système de Conseil agricole wallon

**Dans le cadre de la conditionnalité des aides octroyées aux agriculteurs, un *Système de Conseil agricole wallon* est mis sur pied<sup>1</sup>.**

Le nouveau *Système de Conseil agricole wallon* (SCA) permet d'encadrer et d'aider les agriculteurs face à la multitude et à la spécificité des normes de conditionnalité, face aussi aux exigences administratives qu'elles représentent.

En effet, la conditionnalité des aides demande de se conformer à certaines normes, comme le maintien de pâturages permanents, le respect des bonnes pratiques agricoles et environnementales. Elle réclame aussi le respect de réglementations en matière de gestion telles que la protection de l'environnement, la santé publique, la santé des animaux et des végétaux, le bien-être des animaux. Les non conformités aux obligations de la conditionnalité constatées lors des contrôles (de l'ASFC, de la DGRNE/DGA) entraînent une réduction des aides allouées. Cette diminution est calculée en fonction du type de non conformité. Afin d'éviter

de telles sanctions ou pour corriger les non conformités relevées, le SCA permet aux exploitants de bénéficier de conseils et d'expertises personnalisées.

C'est pour cela que le SCA wallon associe les compétences de la DGA (direction du Développement et de la Vulgarisation) à celles de partenaires privés, spécialisés dans les divers secteurs de la conditionnalité.

Suivant les matières concernées, les agriculteurs wallons pourront être conseillés

par plusieurs experts. Lors d'une expertise sur le terrain, les causes de chaque non conformité recensée seront analysées avec le producteur et des solutions adaptées lui seront proposées.

**Le *Système de Conseil agricole wallon* est un service gratuit et accessible à tous les exploitants percevant des aides directes.**

T. : 081/64.64.00 (centrale DGA)  
@ : conseil.agricole@mrw.wallonie.be  
Soumettre votre requête sur le site <http://agriculture.wallonie.be> est aussi possible.

AUORE DELPIRE ET LUC OPDECAMP,  
SYTÈME DE CONSEIL AGRICOLE WALLON

## Le *Système de Conseil agricole wallon*. Partenariats

Domaines de compétences	Organismes partenaires de la DGA dans le <i>Système de Conseil agricole</i> (non définitif)
Gestion durable de l'azote	Nitrawal, asbl
Natura 2000	Natagora, asbl, le Groupe interuniversitaire de Recherches en Ecologie appliquée (GIREA)
Identification animale Santé animale Sécurité alimentaire	Association régionale de Santé et d'Identification animale (ARSIA)
Produits phytopharmaceutiques	Comité régional Phyto
Bien-être animal	Filière avicole et cunivole wallonne (FACW)
Bien-être animal des porcs	Filière porcine wallonne (FPW)
Bien-être animal des vaches	Centre d'Economie rurale-CER-Groupe-Centre agrovétérinaire

<sup>1</sup> Conformément au règlement du Conseil européen (CE) N° 1782/2003 relatif aux aides à l'agriculture.

## Plus d'informations

**Division de la Recherche, du Développement et de la Qualité  
Direction du Développement  
et de la Vulgarisation  
Système de Conseil agricole  
Ilôt Saint-Luc  
14, chée de Louvain – 5000 Namur  
Luc Opdecamp  
T. : 081 / 64.96.20  
@ : l.opdecamp@mrw.wallonie.be  
Aurore Delpire  
T. : 081 / 64.96.04  
@ : a.delpire@mrw.wallonie.be**

Depuis septembre 2005, la DGA soutient un projet de recherche qui vise à identifier et à hiérarchiser les caractéristiques générales de traite et d'environnement dans les élevages laitiers en relation avec le statut sanitaire de la glande mammaire des vaches. L'objectif est de quantifier de manière plus précise la situation sanitaire mammaire des élevages laitiers wallons et de mieux cerner les facteurs de risque d'une infection mammaire, de permettre la mise en place de recommandations davantage préventives que curatives, d'améliorer la rentabilité des exploitations laitières par une meilleure prévention et d'optimiser, complémentirement à d'autres mesures d'accompagnement déjà prises, l'encadrement sanitaire des éleveurs.

# La mammite chez la vache laitière, une infection vraiment indomptable ?



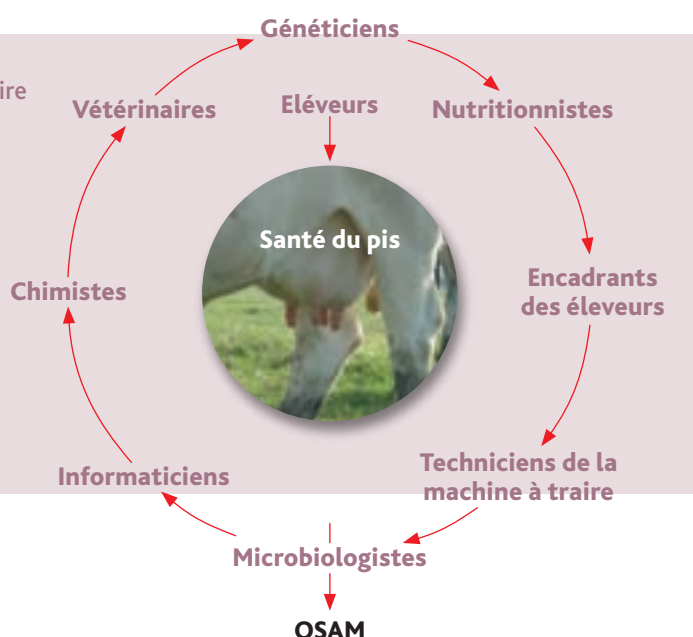
*Traitement d'une infection par staphylocoques et streptocoques.*

Le paysage laitier wallon a ces derniers temps le vent en poupe. La demande croissante de produits laitiers laisse augurer en effet des possibilités de revenus supplémentaires pour les éleveurs. La nouvelle est d'autant mieux venue que le régime des quotas laitiers semble devoir connaître des changements qui ne seront profitables qu'à ceux qui auront opté pour une stratégie de production d'un lait de qualité.

Le maintien de cette qualité et de cette rentabilité passe notamment par un contrôle accru des facteurs de risque de la mammite. Cette affection représente à elle seule 35 % des coûts relatifs aux pathologies des vaches laitières. Ces coûts résultent pour 66 % d'entre eux d'une diminution quantitative et qualitative de la production. La mammite est une maladie aux causes multiples et aux manifestations le plus souvent subcliniques, ce qui en rend le contrôle et la surveillance difficiles. En donner la cause et surtout y remédier impliquent d'identifier et de hiérarchiser aussi précisément que possible les facteurs de risque qui en sont les responsables directs

## L'Osam

Observatoire de la Santé mammaire



et indirects comme, par exemple, l'environnement des animaux, la méthode de traite, la machine à traire, l'alimentation, la gestion des traitements, ...

Autour de ce sujet, s'est constitué un groupe de travail. L'Observatoire de la Santé mammaire, l'Osam a fédéré les « forces vives » wallonnes. Un projet de recherche soutenu par la DGA a permis de réaliser une enquête dans près de quatre cents élevages laitiers. Terminé en juillet 2007, ce projet est actuellement entré dans sa phase d'analyse. Celle-ci devra décrire les pratiques et les conditions de traite et comprendre l'impact possible de celles-ci sur le statut sanitaire mammaire des animaux. A terme, cette analyse a comme objectif de mettre au point un outil d'aide à l'identification des points faibles et des points forts d'une exploitation confrontée à un problème de mammites. A ce jour, l'étude est encore partielle puisqu'elle porte sur 349 exploitations laitières :

- 84 % d'entre elles sont constituées de vaches de race Holstein,
- le nombre moyen de vaches en lactation et de vaches taries par exploitation est respectivement de 50 (15 à 169) et 6 (0 à 30),
- les valeurs moyennes du numéro de lactation des vaches présentes et de leur production laitière journalière sont respectivement de 2,6 et 24 litres,

- le quota moyen des exploitations est de 380.000 litres (105.000 à 1.400.000 litres),
- une exploitation sur sept est de type entravé,
- les éleveurs consacrent en moyenne 75 minutes par traite (25 à 150 minutes),
- les salles de traite sont majoritairement de type en *épi* (53 %) ou en *tandem* (14 %),
- les lignes basses se rencontrent dans 62 % des cas,
- les manchons sont en caoutchouc dans 87 % des installations.

### Quels enseignements préliminaires tirer de l'analyse des données ainsi récoltées ?

Il y a, comme bien souvent, des aspects positifs mais aussi négatifs dans les pratiques de traite des éleveurs si on les compare aux standards classiquement admis. Voici quelques exemples.

Au nombre des aspects « positifs », on peut noter les faits suivants :

- quatre éleveurs sur cinq pratiquent occasionnellement ou systématiquement le « nettoyage » des trayons avant la traite. Ils le font à sec dans 68 % des cas, au moyen de serviettes en papier dans 75 % des cas,
- le vide est coupé dans 94 % avant d'enlever la griffe. Une fois sur deux la coupure est automatisée,

- deux éleveurs sur trois pratiquent le post-trempage et 92 % le font toute l'année quatre fois sur cinq en utilisant un gobelet disposant d'un système anti-reflux, ce gobelet étant nettoyé après chaque séance de traite,
- Dans 96 % des cas, les vaches sont traitées systématiquement au moyen d'un antibiotique (pénicillines) lors du tarissement.

Au nombre des aspects « négatifs », on peut noter les faits suivants :

- les éleveurs qui pratiquent un « nettoyage » humide le font dans 90 % des cas avec la même serviette sur tous les animaux,
- si le nettoyage est humide, l'essuyage du trayon n'est effectué que dans 29 % des cas,
- l'expulsion des premiers jets n'est effectuée systématiquement que dans 60 % des élevages et sur le sol dans 94 % des cas,
- respectivement 14 et 25 % des éleveurs pratiquent un égouttage systématique ou occasionnel. Dans 46 % des cas, cet égouttage dure plus de 30 secondes,
- le filtre à lait s'est révélé sale dans 38 % des cas,
- un box de vêlage n'est présent dans l'exploitation que dans 35 % des cas,
- un affouragement après la traite n'est réalisé que dans 45 % des cas et le blocage des animaux après la traite n'est effectué qu'une fois sur trois,
- la méthode de tarissement est dite progressive dans 29 % des cas,
- l'intervalle moyen entre la préparation du pis et la pose de la griffe est de 87 secondes (10 à 500).

Les résultats ci-dessus sont encore incomplets. Ils devront être affinés. Ils peuvent néanmoins déjà permettre aux éleveurs de remettre en question, le cas échéant, leurs pratiques. Les conclusions de l'étude devront déboucher sur la mise en place d'une stratégie d'identification des problèmes impliquant les divers acteurs de la production d'un lait de qualité que sont les services techniques, les vétérinaires et les laboratoires de diagnostic. Plus que jamais il est indispensable que le nombre d'éleveurs soucieux d'aborder de manière aussi professionnelle que possible la production de lait, augmente. La mise en place d'un contrôle qualitatif et quantitatif individuel et ou d'un contrôle de tank constitue un moyen incontournable

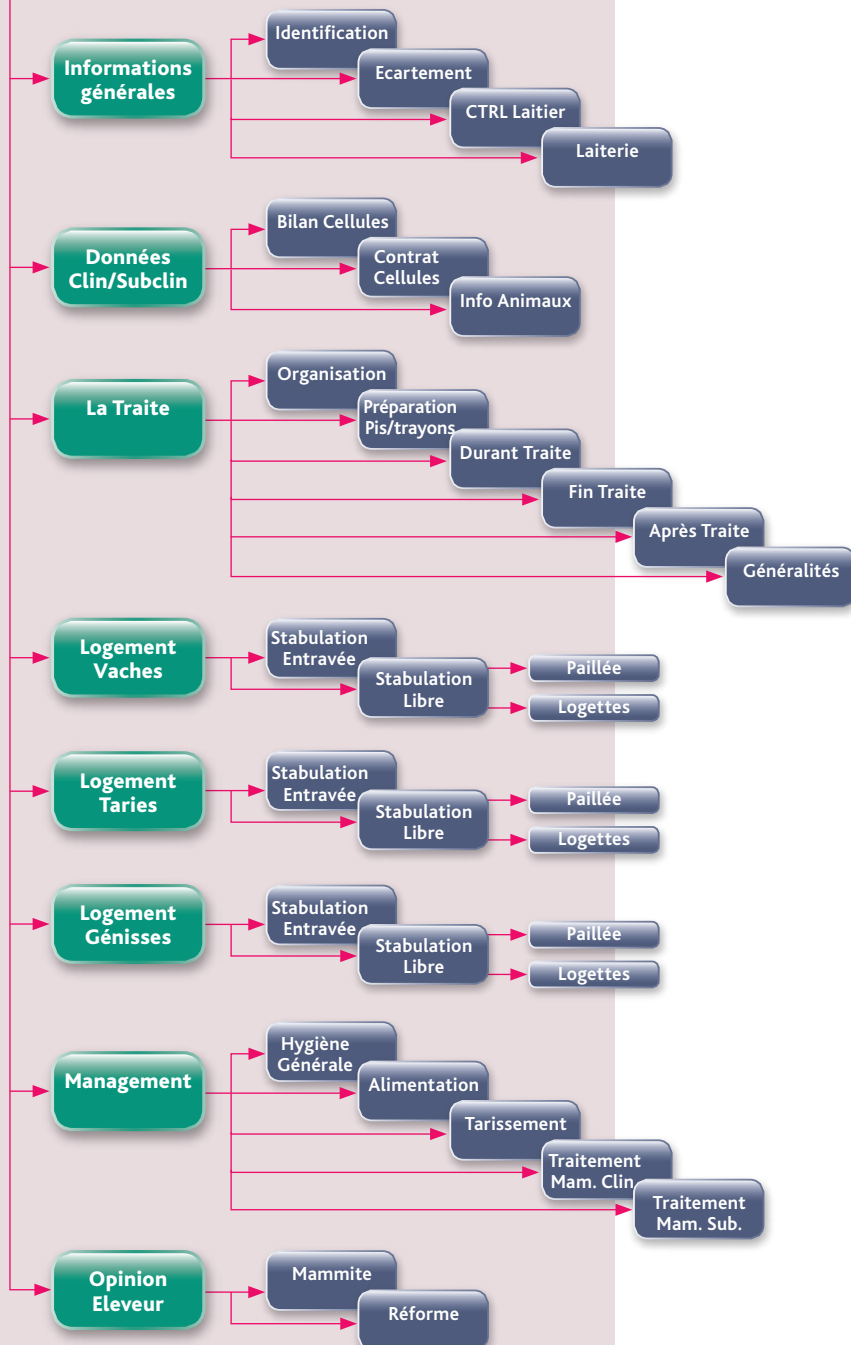




Ces bactéries, *Streptococcus agalactiae*, souvent rassemblées comme ici en chaînes sont notamment à l'origine d'infections mammaires fréquentes. Photo au microscope électronique à balayage. Cliché colorisé.

## Questionnaire mammite

Recueil des données



## recherche

d'identification d'un problème de santé mammaire. Trop peu de fermes y ont malheureusement recours. L'enquête va permettre d'affiner les pratiques de traite recommandables et rendre possible au plus grand nombre d'atteindre les recommandations de la QFL. L'information touchera les intéressés au travers de réunions plénières ou dans le cadre des CETA.

Qu'il soit permis en conclusion de remercier les éleveurs qui ont donné de leur temps précieux pour que cette enquête soit possible. Ont également participé à cette étude : le département Recherche et Développement de l'Association wallonne de l'Elevage (AWE), la section Biométrie, Gestion des données et Agrométéorologie du Centre wallon de Recherches agronomiques (CRA-W) et le Comité du Lait de Battise.

EWALD TELLER, DIRECTION DE LA RECHERCHE

### Plus d'informations

**ULg – Faculté de Médecine vétérinaire  
Service d'Obstétrique et de Pathologie  
de la reproduction des ruminants,  
équidés et porcs**

**Pr Ch. Hanzen et Dr M.-F. Humblet**  
20, boulevard de Colonster - B42  
4000 Liège (Sart Tilman)  
T. : 04 / 366.41.60  
@ : christian.hanzen@ulg.ac.be

**CRA-W – Département Productions et  
Nutrition animales**

**N. Bartiaux-Thill et C. Delfosse**  
8, rue de Liroux  
5030 Gembloux  
T. : 081 / 62.67.71  
@ : bartiaux@cra.wallonie.be

**Division de la Recherche, du  
Développement et de la Qualité, DGA  
Direction de la Recherche**  
**Ewald Teller, Conseiller scientifique, et  
Michel Dufrasne, Directeur ff.**  
Ilot Saint-Luc  
14, chaussée de Louvain  
5000 Namur  
T. : 081 / 64.95.96  
@ : e.teller@mrw.wallonie.be

# Les contrôles de terrain : une obligation et une garantie d'équité et de justice

C'est une de ses missions, la direction générale de l'Agriculture (DGA) organise et exécute le contrôle du respect des règles, en particulier celles qui concernent les aides octroyées aux agriculteurs. Les contrôles constituent donc une vérification des engagements que prend l'exploitant agricole pour obtenir des aides. Ils ont pour but de garantir la bonne utilisation, ainsi que la bonne destination des fonds publics, qu'ils soient européens ou régionaux. Des défaillances dans l'exécution des contrôles peuvent conduire à une astreinte de remboursement des aides à l'Union européenne par la Région wallonne.

La division des Aides à l'agriculture comprend une direction centrale du Contrôle basée à Namur et trois unités décentralisées, à Mons, Huy et Libramont. Ces trois unités de contrôle sont chargées de réaliser les contrôles sur des exploitations sélectionnées sur une base aléatoire ou sur la base de critères liés au risque (d'après l'importance du montant des primes reçues, le nombre de parcelles, la constatation de problèmes l'année précédente, ...). Cette sélection est opérée à Namur, par la direction centrale. Pour mener à bien cette tâche, les agents de terrain (quarante-cinq pour la Région wallonne) disposent, entre autres, d'un matériel de mesure performant (théodolites et GPS). Une fois la sélection réalisée, le contrôle subséquent ne peut qu'être exécuté, faute de quoi les aides ne pourront pas être payées. La majeure partie des contrôles



Photos : DGA

consiste en des contrôles de surfaces et de longueurs (p. ex. sur les haies) dans le cadre de la prime unique et des méthodes agroenvironnementales. Viennent ensuite les contrôles des primes vaches allaitantes, les contrôles FIA et, depuis 2005, les contrôles de conditionnalité. Pour celle-ci, le contrôle des bonnes conditions agricoles et environnementales est fait par la DGA. La partie environnement est réalisée par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGRNE). Le domaine de la santé publique, de la santé des animaux et de leur bien-être,

ainsi que le domaine des végétaux, sont contrôlés par l'AFSCA ou la DGA. Un contrôle ne signifie donc pas qu'il existe un soupçon de fraude.

Une fois sur l'exploitation agricole, le contrôleur a l'obligation de se présenter et d'expliquer la raison et l'objet du contrôle. La présence de l'agriculteur n'est pas obligatoire (surtout pour les contrôles MAE et prime unique qui peuvent parfois prendre plusieurs jours) mais elle est parfois nécessaire en fonction du type de contrôle. Les conditions d'éligibilité de toutes les aides (les conditions donnent-elles ou non



*Les parcelles des orthophotoplans des exploitants (à droite) correspondent bien aux images contrastées et colorées (à gauche) des images fournies par télédétection.*

Source : DGA – division des Aides à l'agriculture

droit à des aides ?) peuvent être vérifiées sur place et peuvent donner lieu à un constat en cas de non respect de la législation. Le cas échéant, ces constats donnent lieu à des pénalités calculées automatiquement par les services gestionnaires des différentes matières. Vu les nombreux paramètres qui entrent en ligne de compte pour le calcul des pénalités, il n'est pas possible de déterminer immédiatement après le contrôle la sanction appliquée. Les contrôleurs ne peuvent que constater les éventuels problèmes. L'agriculteur peut faire toutes les observations qu'il juge utiles sur le rapport de contrôle et dispose toujours d'un droit de recours s'il s'estime lésé.

Il est évident que personne n'aime être contrôlé mais, corollaires des aides, les contrôles sont avant tout une garantie d'équité entre tous les agriculteurs. Même si ceux-ci voient souvent dans un contrôle un manque de confiance, il faut savoir que plus de sept mille contrôles sont effectués chaque année et que la plupart ne donne lieu à aucune pénalité. Il arrive même

parfois que la surface mesurée sur le terrain soit plus élevée que la surface déclarée par le producteur, ce qui peut entraîner une bonne surprise lorsque la surface totale de l'exploitation ne permettait pas d'activer tous les droits.

Lorsque le contrôle porte sur le mesurage d'une parcelle agricole, un plan est remis à l'agriculteur. Cela lui permet de vérifier les limites de sa parcelle et d'adapter ses prochaines demandes de primes. Une partie des contrôles surfaces se fait également par télédétection, c'est-à-dire en se basant sur des photos satellites récentes à très haute résolution. Cette méthode permet évidemment de gagner beaucoup de temps.

Si les relations contrôleurs-contrôlés sont parfois tendues, il est déjà arrivé aux agents de s'embourber et de faire appel à l'agriculteur pour les tirer de ce mauvais pas! Rappelons également que le contrôleur qui arrive dans une exploitation est soumis à de nombreuses contraintes et ne fait que son travail. Il est lui-même l'objet de contrôles par les instances européennes

et différents audits. Vu la complexité des législations en vigueur, il ne faut en tout cas pas hésiter à poser des questions lors d'un contrôle : les agents essaieront de vous y répondre au mieux ou de vous aiguiller vers les services concernés de la DGA. Ils relaient également auprès de leur hiérarchie les préoccupations des agriculteurs. De toute manière, il est dans l'intérêt des deux parties que le contrôle se passe dans les meilleures conditions possibles et dans un esprit de collaboration et de respect mutuel.

FABIEN LAMBEAUX, DIRECTION DU CONTRÔLE

### Plus d'informations

**Division des Aides à l'agriculture, DGA**  
**Direction du Contrôle**  
**Philippe Nemry, Directeur**  
**Ilôt Saint-Luc**  
**14, Chée de Louvain**  
**5000 Namur**  
**T. : 081 / 64.95.84**  
**@ : p.nemry@mrw.wallonie.be**



**Aujourd'hui, la politique de développement rural traite des rôles multiples de l'agriculture dans la société, ainsi que des défis rencontrés dans les territoires ruraux. Groupées autour de quatre axes, les mesures présentées par la Région wallonne ont été approuvées en fin novembre par la Commission européenne.**

# La politique européenne de Développement rural : une (r)évolution !

PRÉSENTÉ PAR : SERGE BRAUN, GRÉGORIE HENRARD ET ANNE DETHY, DIRECTRICE,  
DIRECTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE RÉGIONALE



Photo : CARI, asbl

La mise en œuvre du nouveau *Programme de Développement rural*, pour la période 2007-2013, traduit une concentration des efforts sur la politique du second pilier de la Politique agricole commune. Les moyens antérieurement mis à disposition des zones rurales ont été synthétisés dans un même programme. En effet, durant les périodes de programmation précédentes, on assistait à la coexistence de plusieurs plans, programmes ou initiatives qui chacun ou chacune desservait l'une ou l'autre zone, l'un ou l'autre projet. L'optique poursuivie par le nouveau *Programme de Développement rural* est de grouper et d'inclure les différents projets menés dans le cadre du second pilier, au bénéfice des zones rurales.

## Un seul programme, une seule région

Voici un premier aperçu des dispositions contenues dans ce nouveau programme. Celui-ci n'est pas seulement un instrument du développement de l'agriculture mais étend sa portée à un cadre d'activités économiques, pratiquées dans les zones rurales, qui est plus global.

Pour trouver plus d'informations sur le fonctionnement du PWDR 2007-2013, un site internet spécial est mis en ligne dès la fin janvier, des fiches techniques seront aussi éditées. Il sera possible de se tenir au courant de toutes les nouveautés sur <http://www.pwdr.be>.

## Vers une PAC à deux piliers

### Jusque 1999

La politique de développement rural de l'Union européenne a suivi l'évolution de la PAC, Politique agricole commune. Initialement, cette politique traitait des problèmes structurels du secteur agricole. L'accent avait été mis sur les aides aux investissements dans les exploitations agricoles ainsi qu'à la transformation et la commercialisation des produits de l'agriculture. Progressivement, l'attention s'est également tournée vers le capital humain, dans le cadre de la préretraite et de la formation professionnelle.

Dans les années 1970, un premier élément territorial a été ajouté avec la désignation des zones défavorisées pouvant bénéficier de mesures spéciales. Au milieu des années 1990, l'Union européenne disposait d'une série d'instruments pour atteindre des objectifs tels que la restructuration du secteur agricole, le développement territorial et local et l'intégration de l'environnement (introduction des méthodes agroenvironnementales).



Photo : H. Hulet

### Le deuxième pilier de la PAC

L'Agenda 2000 a établi la politique de développement rural comme 2<sup>e</sup> pilier de la PAC pour accompagner la politique des prix et des marchés dite 1<sup>er</sup> pilier. Celui-ci se concentre sur l'octroi d'une aide de base au revenu des agriculteurs, tandis que le 2<sup>e</sup> pilier soutient l'agriculture comme fournisseur de biens publics dans ses fonctions environnementales et rurales et supporte les zones rurales dans leur développement.

La PAC vise de plus en plus un bon équilibre entre les deux piliers. C'est dans ce cadre que la réforme de juin 2003 a renforcé le développement rural en introduisant notamment le principe de modulation (transfert financier automatique du 1<sup>er</sup> vers le 2<sup>e</sup> pilier). Aujourd'hui, la politique de développement rural est devenue une politique s'occupant des rôles multiples de l'agriculture dans la société ainsi que des défis rencontrés dans les territoires ruraux. Les instruments de cette politique ont été replacés dans un cadre plus cohérent et régis par un règlement communautaire sur le développement rural<sup>1</sup>. Celui-ci propose un menu de mesures dans lequel les Etats membres choisissent celles qui conviennent le mieux aux besoins de leurs zones rurales.



Photo : MRW-Dircam - J.L. Carpentier - 4481

## La politique de développement rural 2007-2013, des changements !

### Un nouveau fonds

Au niveau européen, une seule programmation et un seul instrument financier, le *Fonds européen agricole pour le développement rural* (FEADER) ont été prévus pour le développement rural, ce qui constitue une simplification importante, pour les gestionnaires, par rapport à la situation passée.

Le FEADER est constitué à partir de plusieurs rubriques de l'ancien budget européen consacré au développement rural :

- le *FEOGA-Garantie* qui finançait le *programme de développement rural*;
- le *FEOGA-Orientation* qui finançait le développement rural pour les zones de l'*Objectif 1*;
- le *FEOGA-Orientation* qui finançait l'initiative communautaire *Leader +*.

Au budget relatif à ce nouveau fonds, il faut ajouter les transferts financiers provenant du 1<sup>er</sup> pilier, c'est-à-dire de la modulation<sup>2</sup>.

### Une programmation en trois temps

**Un plan stratégique communautaire.** La Commission a fixé ses orientations stratégiques en matière de développement rural pour la période de programmation (décision du Conseil du 20 février 2006 (2006/144/CE)).

**Un plan stratégique national.** Chaque état membre a défini ses propres priorités en fonction de la situation de ses zones rurales mais en cohérence avec les orientations stratégiques communautaires.

**Le Programme de Développement rural.** Le programme de développement rural est construit autour de quatre axes d'intervention.<sup>3</sup> Trois axes thématiques correspondent aux trois objectifs principaux de l'Union européenne en matière de développement rural et un axe transversal est basé sur l'approche *Leader*. Chaque axe contient un certain nombre de mesures que l'Etat membre peut choisir de mettre, ou non, en œuvre afin de contribuer à la réalisation des objectifs de l'axe.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Règlement (CE) N° 1698/2005.

<sup>2</sup> Le FEADER est régi par des règles proches de celles des fonds structurels avec des crédits d'engagement et des crédits de paiement, ainsi qu'un dégageant d'office en année N+2 (les crédits engagés en année N doivent être payés au plus tard à la fin de l'année N+2, soit deux ans après).

## PWDR 2007-2013. Les axes et les objectifs

### AXE 1 : Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier

Pour cet axe, les mesures sont réparties en trois groupes :

- renforcement du potentiel humain;
- développement du capital physique et promotion de l'innovation;
- amélioration de la qualité de la production et des produits.

### AXE 2 : Amélioration de l'environnement et aménagement de l'espace rural

Les mesures de cet axe sont réparties en deux groupes :

- utilisation durable des terres agricoles;
- utilisation durable des terres sylvicoles.

### AXE 3 : Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale

Trois groupes de mesures relèvent de l'axe 3 :

- diversification de l'économie rurale;
- amélioration de la qualité de la vie en milieu rural;
- formation professionnelle et acquisition de compétences et animation.

### AXE 4 : Leader

Celui-ci est fondé sur l'expérience des programmations précédentes (initiatives communautaires *Leader I*, *Leader II* et *Leader +*). *Leader* est une stratégie locale de développement qui permet de réaliser des objectifs de l'un des trois axes thématiques ou de plusieurs d'entre eux (approche intégrée). Il s'agit d'une méthode particulière de mise en œuvre des mesures des trois axes qui diffère de l'approche thématique. Un minimum de 5 % de la contribution totale du FEADER au programme doit être réservé pour le financement de cet axe.

### Assistance technique

A côté de ces axes, d'autres actions, au titre de l'assistance technique, font l'objet d'un cofinancement. Parmi celles-ci, il y a les actions de communication et de publicité liées au PDR, les évaluations ainsi que la mise en place d'un réseau de développement rural.

## Le budget du Programme wallon de Développement rural 2007-2013

Répartition des moyens entre les différents axes

Axes	Dépenses publiques (FEADER + RW)	Dépenses privées ou autres publiques	Coût total (en €)
Axe 1	222.000.000	814.500.000	1.036.500.000
Axe 2	188.144.000	0	188.114.000
Axe 3	37.133.194	81.718.234	118.851.428
Axe 4	19.732.000	2.192.444	21.924.444
Assistance technique	10.000.000	0	10.000.000
Total	476.979.194	898.410.678	1.375.389.872

La participation du FEADER représente 30 % des dépenses publiques pour l'axe 1 et 50 % pour les autres axes et l'assistance technique, soit un budget FEADER total de 194.089.597 € pour la période 2007-2013.



## Le Programme wallon de Développement rural 2007-2013

### Elaboration. Adoption du nouveau PWDR

La première étape a été l'élaboration d'un *Plan stratégique wallon*. Celui-ci a fait l'objet d'une approbation par le Gouvernement wallon en date du 21 septembre 2006. Ce document a été intégré, comme souhaité par la Commission européenne, dans un seul document, le *Plan stratégique belge*, en même temps que le *Plan stratégique flamand* et transmis à la Commission européenne (7 novembre 2006). Il a été légèrement adapté en fonction des remarques émises par les services de la Commission.

Le *Programme wallon de Développement rural* (PWDR) proprement dit a ensuite été élaboré après concertation avec les différents acteurs de terrain et soumis à la Commission en date du 16 mai 2007. Il a fait l'objet d'une approbation par ses services le 30 novembre 2007.

Ce n'était pas le cas dans la période de programmation précédente mais le PWDR 2007-2013 couvre l'ensemble du territoire de la Région wallonne. Pour être éligible, un projet doit respecter strictement les conditions fixées dans ce PWDR pour chaque mesure : type de bénéficiaires, nature des dépenses éligibles, taux de cofinancement et plafonds d'intervention.

Une majorité des mesures du PWDR sont des régimes d'aide. Elles ne font dès lors pas l'objet d'appels à projets. Pour les mesures concernées par un appel à projets, les dossiers doivent être introduits auprès de la direction générale de l'Agriculture deux fois par an, le 15 février et le 15 septembre. Pour **2008**, le délai au **15 février** est reporté au **15 mai**.

Un comité de sélection se réunira après chaque appel à projets pour sélectionner les projets qui répondent le mieux aux objectifs des mesures.

<sup>3</sup> Les éléments à la base du PDR sont repris dans les règlements communautaires suivants :

- règlement (CE) N° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le *Fonds européen agricole pour le développement rural* (FEADER),  
- règlement (CE) N° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) N° 1698/2005 du Conseil.

<sup>4</sup> Afin d'assurer un équilibre approprié entre ces axes, un financement minimal est requis pour chacun d'eux. La participation financière communautaire doit couvrir au moins 10 % du total de la contribution du FEADER pour les axes 1 et 3 et au moins 25 % pour l'axe 2. Les Etats membres disposent donc d'une marge de flexibilité pour souligner l'axe politique qu'ils souhaitent particulièrement soutenir en fonction de leur situation et de leurs besoins.



### Quelles sont les mesures pour 2007-2013 ? Comment y avoir accès ?

Code de la mesure	Intitulé	Accès
<b>AXE 1 : Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier</b>		
111	Formation professionnelle et actions d'information	Régime d'aides/appel à projets
112	Installation des jeunes agriculteurs, AIDA	Régime d'aides
121	Modernisation des exploitations agricoles, AIDA	Régime d'aides
123	Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles	Régime d'aides
132	Aides aux agriculteurs participant à des régimes de qualité alimentaire	Régime d'aides
<b>AXE 2 : Amélioration de l'environnement et aménagement de l'espace rural</b>		
212	Indemnités compensatoires pour les régions défavorisées	Régime d'aides
213	Indemnités <i>Natura 2000</i>	Régime d'aides
214	Mesure agroenvironnementale	Régime d'aides
224	Indemnités <i>Natura 2000</i> dans le secteur forestier	Régime d'aides
<b>AXE 3 : Qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale</b>		
311	Diversification vers des activités non agricoles	Régime d'aides
312	Création et développement des microentreprises	Régime d'aides
313	Promotion des activités touristiques	Appel à projets
321	Services de base pour la population rurale	Appel à projets
323	Conservation et mise en valeur du patrimoine rural	Régime d'aides
331	Formation et information dans les secteurs couverts par l'axe 3	Appel à projets
<b>AXE 4 : Leader</b>		
411, 412, 413, 421 et 431	Leader : mise en œuvre d'une stratégie de développement local	Appel à projets

Dans le catalogue varié de mesures proposées par le règlement du Conseil, seule la mesure agroenvironnementale était obligatoire. La Région wallonne a ainsi pu choisir, en fonction de l'enveloppe FEADER qui lui a été attribuée (194 millions d'euros), les mesures les plus appropriées pour répondre aux objectifs du *Plan stratégique wallon*.



Photo : MRW-Dirom - J.L. Carpentier - 2087



Photo : MRW-Dirom - J.L. Carpentier - 1051

## AXE 1 Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier

### Formation professionnelle et actions d'information

Code 111

#### Quels en sont les objectifs ?

Soutenir l'organisation de formations à destination des personnes actives dans l'agriculture et la sylviculture pour renforcer les performances des entreprises agricoles et sylvicoles, encourager la diversification et l'innovation, améliorer la qualité des produits et favoriser la transformation.

#### Pour qui ?

Les opérateurs de formation agréés pour les cours A, B et C, les organisations professionnelles agricoles, les centres de compétences, les organismes publics de formation, ... et ceci au bénéfice des exploitants agricoles et sylvicoles, jeunes agriculteurs et aidants agricoles.

#### Pour que faire ?

- Pour **organiser des formations** de type A, B et C sur les techniques agricoles et environnementales, des formations de perfectionnement ou de mise à niveau en sylviculture, des formations en matière de valorisation énergétique de la biomasse, des formations à l'utilisation des TIC, ...  
La mesure permet également le soutien à la mise en place des stages en agriculture.
- Pour mener des activités d'**information sur les nouvelles techniques** de production et les pratiques culturelles, les visites d'essais, la sensibilisation à la diversification et à la mise en œuvre des méthodes agroenvironnementales, ...

## Comment ?

A l'exception de l'organisation des cours A, B, C et du stage qui s'inscrivent dans le cadre du décret sur la formation professionnelle en agriculture, toutes les autres activités, tous les autres projets feront l'objet d'appels à projets.

## Quelles aides ?

L'intervention publique s'élève à 100 % pour tous les frais qui sont nécessaires et utiles à la bonne organisation de ces actions à l'exception de l'achat de matériel et de la mise en place d'essais.

### Installation des jeunes agriculteurs, AIDA

**Code 112**

## Quels en sont les objectifs ?

Aider les jeunes agriculteurs qui s'installent, tout en s'assurant qu'ils le fassent dans les meilleures conditions.

## Pour qui ?

Les jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois en qualité d'exploitant agricole à titre principal, qui sont âgés de minimum 20 ans et maximum 40 ans à la date de l'installation et qui répondent aux conditions de qualification professionnelle prévues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides en agriculture.

## Pour que faire ?

Pour encourager les reprises d'exploitations existantes ou les créations de nouvelles exploitations.

## Comment ?

Le PWDR prévoit que l'octroi d'un financement passe par l'élaboration d'un plan de développement qui doit être validé par un comité d'experts. Ce plan doit donner une image réelle de l'exploitation avec ses forces et faiblesses et fixer les objectifs à atteindre dans les 6 ans. Il doit être rédigé avec l'aide d'un consultant agréé. Ce plan peut être complété par un plan d'investissements (v. plus bas, mesure suivante).



Photo : MRW-Dicom - J.L. Carpentier - 5068



Les dispositions de mise en œuvre sont décrites complètement dans le PWDR et reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007.<sup>5</sup>

## Quelles aides ?

L'aide est plafonnée à 55.000 € par dossier et répartie en deux tranches d'investissement :

- jusqu'à 100.000 €, aide en capital de 45 %,
- de 100.001 à 175.000 €, aide de 10.000 € sous forme de subvention intérêt.

La Région wallonne peut aussi octroyer une garantie publique à hauteur d'un maximum de 75 % du montant des investissements éligibles et décrits dans le plan.

Dans le plafond des 55.000 €, interviennent également :

- les aides accordées pour la réalisation et le suivi du plan (80 % des dépenses éligibles plafonnées à 1.200 € pour la réalisation du plan de développement et la même aide pour son suivi),
- le montant en équivalent subvention de la garantie qui serait éventuellement octroyée.

### Modernisation des exploitations agricoles, AIDA

**Code 121**

## Quels en sont les objectifs ?

Soutenir les investissements dans les exploitations agricoles en vue de renforcer les performances, notamment environnementales, d'améliorer les conditions de travail et d'encourager la diversification et l'innovation dans les exploitations.

## Pour qui ?

Les exploitants agricoles à titre principal ou non qui possèdent les qualifications professionnelles requises telles que prévues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007. Sont également éligibles les CUMA, les groupements fourragers, les associations de Producteurs laitiers (APL) et les groupements de Producteurs laitiers (GPL).

## Pour que faire ?

Pour soutenir financièrement et encourager les investissements qui concourent à moderniser la structure de l'exploitation et à la renforcer. Il y a deux régimes d'aide :

- soit un régime général pour les investissements qui concourent à augmenter la productivité ou à développer des activités déjà pratiquées sur l'exploitation,
- soit un régime amélioré pour des investissements relatifs à la diversification, à la protection de l'environnement, à l'amélioration des conditions de travail, à la mise en conformité avec des normes communautaires ou nationales, ...

### Comment ?

L'octroi d'un financement passe par l'élaboration d'un plan d'investissements. Ce plan doit donner une image réelle de l'exploitation avec ses forces et faiblesses et fixer les objectifs à atteindre. Il doit préciser et justifier les divers investissements qui seront réalisés dans les 3 ans de la validité du plan.

La rédaction du plan, ainsi que son suivi, peut se faire avec l'aide d'un consultant agréé.

Pour être recevable, le plan doit prévoir un minimum de 15.000 € d'investissement avec un minimum de 5.000 € par investissement et un maximum de 100.000 € en matériel et 250.000 € en bâtiment. Les dispositions de mise en œuvre sont décrites complètement dans le PWDR et reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides en agriculture.<sup>5</sup>

### Quelles aides ?

Le taux d'aide publique est variable selon le type de régime

■ régime général : 10 %,

■ régime amélioré : 25 %

avec la possibilité de bonus complémentaires (maximum deux) :

■ + 5 % pour les exploitants en zone défavorisée,

■ + 5 % si le plan est présenté par un jeune agriculteur,

■ + 5 % pour les CUMA,

■ + 2,5 % si l'exploitant fait appel à un consultant.

La Région wallonne peut aussi octroyer une garantie publique à hauteur d'un maximum de 75 % du montant des investissements éligibles du plan. Le recours à un consultant pour la rédaction et le suivi du plan peut être financé à hauteur de 80 % des dépenses éligibles plafonnées respectivement à 800 € et 900 €.

Le cumul des aides ainsi octroyées ne peut dépasser le plafond qui est en général de 40 % mais qui peut aller jusqu'à 60 % sous certaines conditions (cfr. PWDR).

## Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles

Code 123

### Quels en sont les objectifs ?

Soutenir les investissements dans les exploitations agricoles et les entreprises pour favoriser la transformation des produits agricoles et forestiers, améliorer la qualité des produits et encourager la

diversification et l'innovation au sein des entreprises.

Deux volets distincts sont prévus :

■ aides aux investissements,

■ ingénierie financière.

	Aides aux investissements	Ingénierie financière
Pour qui ?	Les microentreprises actives dans le secteur de la 1 <sup>ère</sup> transformation du bois et les entreprises actives dans la transformation des produits agricoles (y compris les sociétés coopératives agricoles) appartenant à l'annexe 1 du Traité.	Les microentreprises actives dans le secteur de la 1 <sup>ère</sup> transformation du bois et les PME actives dans la transformation des produits agricoles appartenant à l'annexe 1 du Traité.
Pour que faire ?	Pour l'aide en faveur d'investissements matériels (construction et acquisition de biens immobiliers, achats de machines) et immatériels (frais d'honoraires) qui respectent les normes communautaires applicables à l'investissement concerné. L'achat de terrain est exclu.  Seuls certains secteurs sont éligibles.	Pour faciliter le développement des entreprises via l'accès à des capitaux financiers au travers d'une mesure « capital à risque » ainsi que de l'obtention d'une « garantie ».  Les secteurs éligibles sont identiques à ceux du volet ci-contre <i>Aides aux investissements</i> .
Comment ?	Pour ce qui concerne les coopératives agricoles, les dispositions de mise en œuvre sont identiques à celles de la mesure <i>Modernisation des exploitations agricoles</i> (mesure 121).  Pour les autres types d'entreprise, c'est le décret du 11 mars 2004 sur les incitants régionaux qui s'applique.	Types d'intervention : ■ capital à risque : apports en capital sous forme de prise de participation, emprunt obligataire convertible subordonné et prêts subordonnés ou participatifs; ■ garantie : garantie supplétive sur une certaine quotité de prêt dans la limite fixée par le plafond de minimi.
Quelles aides ?	Les coopératives agricoles pourront bénéficier d'une aide à l'investissement équivalente à 20 % du montant des investissements éligibles, ce taux est porté à 40 % dans les zones franches.  Pour les autres entreprises, le taux d'aide sera calculé selon les dispositions prévues dans le décret du 11 mars 2004 auquel il sera ajouté un complément FEADER (3/7 <sup>e</sup> de l'aide régionale) pour les investissements éligibles au FEADER. L'aide publique maximale ne pourra dépasser 50 % des investissements éligibles en zone de convergence et 40 % ailleurs.	Le niveau d'aide est variable selon le type d'intervention.

Les modalités de mise en œuvre de ces deux régimes d'aides sont décrites de façon complète dans le PWDR.

<sup>5</sup> Voir aussi *Les Nouvelles de l'automne* 2007, n° 44, pages 30 à 42.



Photo: MRW-Ditcom - J.L. Carpentier - 2230



## Aides aux agriculteurs participant à des régimes de qualité alimentaire **Code 132**

### Quels en sont les objectifs ?

Inciter les agriculteurs à se tourner vers une production de qualité différenciée en vue d'améliorer la qualité des produits, d'encourager la diversification et de favoriser la création de valeur ajoutée.

### Pour qui ?

Les agriculteurs producteurs primaires et/ou les transformateurs à la ferme qui sont engagés dans des méthodes de production liées à un régime de qualité différenciée reconnu au niveau communautaire ou par la Région wallonne.

### Pour que faire ?

Pour prendre en charge les coûts annuels forfaitaires de base liés à la certification, y compris les frais forfaitaires annuels d'inspection et de contrôle (les analyses, notamment). Seuls sont pris en compte les coûts imputables à l'agriculteur producteur primaire et/ou au transformateur, soit directement, soit indirectement.

### Comment ?

L'indemnisation des producteurs est calculée selon les montants de références propres à chaque régime d'aide (voir fiches descriptives annexées au PWDR).

### Quelles aides ?

Les aides octroyées sont plafonnées à 3.000 € par exploitant et par année, celles-ci étant accordées pour une durée maximale de 5 ans.



Photo : Nature et Progrès – D. Parizet



Photo : GIREA

## AXE 2 Amélioration de l'environnement et aménagement de l'espace rural

### Indemnités compensatoires pour les régions défavorisées **Code 212**

### Quels en sont les objectifs ?

Compenser les pertes de rentabilité observées dans les exploitations agricoles situées dans les zones défavorisées en vue d'y maintenir l'agriculture et d'y préserver les paysages.

### Pour qui ?

Les exploitants agricoles qui exploitent des superficies fourragères dans les zones défavorisées telles que définies depuis 1975 et qui couvrent la totalité des régions agricoles de la Haute Ardenne, la Famenne, les Fagnes, l'Ardenne, la région jurassique et partiellement la région herbagère liégeoise (limites reprises dans l'AGW du 24 mai 2007).

### Comment ?

La demande d'indemnités compensatoires est introduite par l'agriculteur au moyen du formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides.

### Quelles aides ?

L'indemnité annuelle est fixée à 122 € par ha de superficie fourragère située en zone défavorisée, avec un plafond de 1.736 € par exploitation et par an.

## Indemnités Natura 2000

Code 213

### Quels en sont les objectifs ?

Compenser partiellement les pertes de revenu liées à des pratiques spécifiques imposées dans les zones *Natura 2000* par les arrêtés de désignation.

### Pour qui ?

Les exploitants agricoles qui exploitent des parcelles agricoles reprises en zone *Natura 2000*.

### Comment ?

La demande d'aides sera intégrée dans le formulaire de déclaration de superficie relatif aux paiements des aides du 1<sup>er</sup> pilier de la PAC.

### Quelles aides ?

Une indemnité est accordée annuellement par ha de superficie agricole déclarée en zone *Natura 2000* ; son niveau varie selon les contraintes imposées :

- 100 € / ha de prairie pour les zones *habitats d'espèces* soumises à des contraintes moyennes,
- 200 € / ha de prairie pour les zones *habitats* soumises à des contraintes fortes.

Cette indemnité sera acquise à partir du moment où l'arrêté de désignation concernant la parcelle aura été pris. Elle sera payée quand le contrat de gestion aura été signé par l'exploitant.



Photo : DCA - Ch. Delmoite



Photo : GIREA

## Mesure agroenvironnementale

Code 214

### Quels en sont les objectifs ?

Compenser les pertes de revenu et les coûts additionnels supportés par les agriculteurs qui mettent volontairement en œuvre des méthodes de production allant au-delà des normes obligatoires. Il s'agit ici des normes établies dans le cadre de la conditionnalité et de celles fixées dans le PWDR en matière d'engrais et de produits phytosanitaires (voir réglementation *zones vulnérables*, directive *Nitrates*, ... déjà d'application).

Cette mesure vise la conservation ou l'amélioration de l'environnement sous ses aspects de ressources naturelles (eaux de surface et eaux souterraines, sols et air), de paysages, de biodiversité et de patrimoine génétique.

### Pour qui ?

Les exploitants agricoles qui souscrivent à au moins un engagement agroenvironnemental et ce pour une durée de 5 ans.

### Pour que faire ?

Soutenir la mise en œuvre d'au moins une des onze méthodes agroenvironnementales décrites dans le PWDR.

### Les méthodes agroenvironnementales (MAE) du PWDR 2007-2013

MAE 1	Conservation d'éléments du réseau écologique et du paysage (haies, bandes boisées, arbres, arbustes, buissons, ... et mares)
MAE 2	Prairie naturelle
MAE 3	a) Tournière enherbée b) Bande de prairie extensive
MAE 4	Couverture de sol
MAE 5	Culture extensive de céréales
MAE 6	Races locales menacées
MAE 7	Maintien de faibles charges en bétail
MAE 8	Prairie de haute valeur biologique
MAE 9	Bande de parcelle aménagée
MAE 10	Plan d'action agroenvironnemental
MAE 11	Agriculture biologique

### Comment ?

Chaque nouvel engagement fait l'objet d'une demande initiale via le formulaire de déclaration de superficie et demande d'aides.

### Quelles aides ?

Le niveau de compensation est propre à chaque méthode et sous-méthode.



#### Indemnités *Natura 2000* dans le secteur forestier

Code 224

##### Quels en sont les objectifs ?

L'objectif de cette mesure est de préserver l'intérêt biologique des peuplements feuillus repris en sites *Natura 2000* en vue d'assurer la pérennité des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire.

##### Pour qui ?

Les propriétaires forestiers privés (ou associations de propriétaires) de parcelles reprises en *Natura 2000*.

##### Pour que faire ?

Pour garantir et améliorer le potentiel d'accueil des forêts reprises en *Natura 2000* en faveur des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire par la mise en œuvre de mesures rendues obligatoires par les arrêtés de désignation.

##### Comment ?

Une demande sera adressée à la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, division de la Nature et des Forêts. Pour être recevable, chaque demande devra concerner un minimum de 5 ha de forêt feuillue, mais pas obligatoirement d'un seul tenant.

##### Quelles aides ?

Une indemnité annuelle de 40 € / ha de forêt feuillue est prévue. Elle sera acquise et pourra être sollicitée dès que l'arrêté de désignation aura été pris.

## AXE 3

### Qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale

#### Diversification vers des activités non agricoles

Code 311

##### Quels en sont les objectifs ?

Soutenir, dans les exploitations agricoles, les investissements nécessaires au développement de nouvelles activités en dehors de l'agriculture.

##### Pour qui ?

Les bénéficiaires de cette mesure sont identiques à ceux de la mesure *Modernisation des exploitations agricoles, AIDA* (mesure 121).

##### Pour que faire ?

Soutenir des investissements matériels dans le cadre d'activités non agricoles comme l'agrotourisme, les infrastructures dans le domaine social et des loisirs, les activités d'artisanat, le développement de services en milieu rural, ...

##### Comment ? Quelles aides ?

Les procédures et les possibilités d'aide sont identiques à celles de la mesure *Modernisation des exploitations agricoles, AIDA* (mesure 121).



Photo : NRW-Dicom - J.L. Carpentier - 7603





Photo : MRW-Dicom - J.L. Carpentier - 4246

### Création et développement des microentreprises

Code 312

#### Quels en sont les objectifs ?

Encourager la création et le développement de microentreprises actives en dehors de l'agriculture et de la sylviculture dans le but de créer de l'emploi en milieu rural.

#### Pour qui ?

Les bénéficiaires concernés sont des microentreprises (moins de dix personnes et un chiffre d'affaire annuel ou un total de bilan qui ne dépasse pas 2 millions d'euros), qui ont un siège social en Région wallonne, qui ne sont pas en difficulté financière et qui s'engagent à maintenir l'investissement pendant au moins 5 ans.

#### Pour que faire ?

Cette mesure concerne des investissements

- dans la seconde transformation du bois (depuis la scierie et jusqu'à la fabrication de produits finis),
- dans la transformation des produits agricoles hors annexe I du Traité,
- dans l'utilisation durable de l'énergie,
- pour la création d'ateliers ruraux dans les communes ayant un *Programme communal de Développement rural* actif.

#### Comment ?

Comme pour la mesure *Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles* (mesure 123), il y a deux volets :

##### ■ aides à l'investissement

La base légale de ces aides est le décret du 11 mars 2004 sur les incitants régionaux en faveur des PME et l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant modalités d'application du décret cité ici,

##### ■ ingénierie financière

Les conditions d'intervention sont identiques à ce même volet de la mesure *Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles* (mesure 123).

#### Quelles aides ?

##### ■ Aides à l'investissement

Un concours du FEADER complète la participation régionale mais dans le respect des plafonds fixés dans les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2007-2013. Pour les investissements en faveur de la création d'ateliers ruraux, l'aide publique représente 80 % du coût total éligible.

##### ■ Ingénierie financière

Les conditions d'intervention sont identiques à ce même volet de la mesure *Accroissement de la valeur ...* (mesure 123).

Les modalités de mise en œuvre de ces deux régimes d'aides sont décrites de façon complète dans le PWDR.

### Promotion des activités touristiques

Code 313

#### Quels en sont les objectifs ?

Soutenir le développement et la diffusion de services touristiques liés au milieu rural pour accroître la qualité et la quantité de services ainsi que la diffusion et l'échange d'informations dans un but de découverte du patrimoine naturel et culturel en milieu rural.

#### Pour qui ?

Les opérateurs touristiques qui ont une dimension transcommunale et qui sont actifs dans le développement du tourisme de terroir. Ceux-ci doivent être reconnus par le Commissariat général au Tourisme (CGT).

#### Pour que faire ?

Pour promouvoir le développement de services touristiques innovants au travers de la diversification de produits d'accueil et l'installation d'outils relatifs à la mise sur le marché et à la promotion de nouveaux produits touristiques.

Les coûts opérationnels de fonctionnement de la structure ne sont pas éligibles.

#### Comment ?

Cette mesure fera l'objet d'appels à projets. La sélection s'effectuera en fonction de critères comme le caractère durable, le respect de l'environnement, l'approche intégrée, la coopération entre opérateurs locaux, l'intégration des TIC, ...

#### Quelles aides ?

L'aide publique est fixée à 80 % des dépenses totales éligibles.

## Services de base pour la population rurale

Code 321

### Quels en sont les objectifs ?

Améliorer l'accès aux services de proximité (publics et privés) et aux technologies de l'information dans les communes rurales.

### Pour qui ?

Les communes rurales wallonnes qui ont un *Programme communal de Développement rural* actif et pour lesquelles la pertinence de la création d'un point multiservices a été établie.

### Pour que faire ?

Pour la création d'un point multiservices groupant des services administratifs (antenne communale permettant d'obtenir des documents, formulaires,...) et autres (permanences pour FOREM, ONE, CPAS,... accès à internet, services de remédiation scolaire, point Poste, services ALE,...).

Le financement du fonctionnement de ces infrastructures n'est pas pris en charge par la mesure.



Photo : MRW-Dircorn – J.L. Carpentier – 5326

### Quelles aides ?

L'aide publique est fixée à 80 % des dépenses totales éligibles.

## Conservation et mise en valeur du patrimoine rural

Code 323

### Quels en sont les objectifs ?

Permettre la restauration de sites *Natura 2000* dégradés en favorisant des milieux ouverts en forêt ou en régénérant des habitats forestiers en station.

### Pour qui ?

Les propriétaires forestiers privés ou publics de parcelles reprises en *Natura 2000* (les propriétés appartenant aux autorités fédérales ou régionales ne peuvent bénéficier de cette mesure).

### Pour que faire ?

Cette mesure porte deux objectifs :

- la restauration des habitats typiques de certaines zones situées en *Natura 2000* comme les milieux semi-naturels présentant un intérêt du point de vue de la biodiversité (landes et pelouses calcaires),
- l'exploitation des peuplements résineux situés en zones humides pour permettre le développement des habitats typiques de ces milieux.



### Comment ?

Les propriétaires intéressés doivent introduire une demande auprès de la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, division de la Nature et des Forêts. Ils doivent s'engager à respecter un certain nombre de critères ou conditions propres à chacun des deux volets.

### Quelles aides ?

L'intervention publique est fixée à 100 % des coûts éligibles (sauf pour les abris à moutons), avec des montants maxima fixés pour chaque type de travaux à réaliser.

## Formation et information dans les secteurs couverts par l'axe 3

Code 331

### Quels en sont les objectifs ?

Soutenir l'organisation de formations des personnes actives dans les secteurs éligibles à l'axe 3 pour renforcer le développement d'activités non agricoles et de l'emploi en milieu rural.

### Pour qui ?

Les exploitants agricoles et sylvicoles qui souhaitent acquérir des compétences dans des activités de diversification qui concernent des produits hors de l'annexe I du Traité ou en dehors de l'activité agricole et sylvicole.

Sont également éligibles les personnes travaillant dans les microentreprises concernées par la mesure 312.

### Pour que faire ?

L'organisation de formations ou de séances d'information dans les domaines d'activités concernés par les mesures *Diversification vers des activités non agricoles* et *Création et développement de microentreprises* (mesures 311 et 312). Une attention particulière sera portée sur les TIC et les énergies renouvelables.

### Comment ?

Cette mesure fera l'objet d'appels à projets.

### Quelles aides ?

L'intervention publique pourra s'élever à 100 % pour tous les frais qui sont nécessaires et utiles à la bonne organisation de ces actions à l'exception de l'achat de matériel et la mise en place d'essais.



## AXE 4 Leader

**Mise en œuvre d'une stratégie de développement local**

**Codes 411, 412, 413, 421, 431**

Cet axe intègre dans le PWDR l'ancienne initiative communautaire *Leader+*.

### Quels en sont les objectifs ?

Aider les acteurs ruraux à développer les potentiels de leur territoire par le soutien à la mise en œuvre de stratégies locales intégrées.

### Pour qui ?

Le soutien est accordé à des *Groupes d'Action locale* (GAL) regroupant des partenaires issus des secteurs public, privé et associatif, désireux de mettre en œuvre des programmes de développement local.

### Pour que faire ?

Pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie locale de développement du GAL au travers de la concrétisation de différents projets qui sont en cohérence avec leur *Plan de Développement stratégique* (PDS).

### Comment ?

Cette mesure fera l'objet de deux appels à PDS. Pour le premier, l'échéance est fixée au 28 février 2008 avec une sélection à la fin du premier semestre 2008. Pour le second appel, l'échéance est fixée en décembre 2008 avec une sélection au premier trimestre 2009. Le PDS doit, outre la présentation du territoire et du partenariat, présenter les projets que le GAL envisage de mettre en œuvre durant la période de programmation.

### Quelles aides ?

Les projets présentés par le GAL pourront bénéficier d'un financement public représentant 90 % des dépenses éligibles. Les modalités de mise en œuvre de cet axe sont décrites de façon complète dans le PWDR.

## Assistance technique + de moyens pour assurer le bon fonctionnement

Des moyens financiers sont prévus dans le programme pour couvrir les dépenses liées à :

### 1. l'évaluation

La mise en œuvre d'un processus d'évaluation du PWDR est obligatoire. Son objectif est d'améliorer l'efficacité et l'efficacé du programme. Il comprend l'évaluation *ex ante* (déjà réalisée) et *in itinere* pendant toute la période de programmation avec des évaluations plus complètes à mi-parcours et à la fin du programme (*ex post*). Pour ce faire, la direction générale de l'Agriculture procédera, courant 2008, à la sélection d'un évaluateur externe.

### 2. la communication

Les Etats membres sont tenus de mettre en place des actions d'information et de publicité relatives à leur plan stratégique, à leurs programmes de développement rural et à la participation communautaire.

La Région wallonne est donc chargée d'informer :

- les bénéficiaires potentiels des possibilités offertes par le programme et des modalités d'accès à ses financements ;
- les bénéficiaires du montant du cofinancement communautaire ;
- le grand public du rôle joué par la Communauté en faveur du programme et des résultats de celui-ci.

Pour mettre en œuvre cette campagne de communication, la direction générale de l'Agriculture a sélectionné, pour une première phase de deux ans, un bureau externe (*Tostaky sa*).

### 3. le réseau rural

L'obligation incombe aussi aux Etats membres de mettre en place un réseau rural regroupant les organisations et les administrations travaillant dans le domaine du développement rural.

Ce réseau se veut être une plate-forme d'échanges d'expérience et de transferts de bonnes pratiques entre tous les acteurs du développement rural.

La direction générale de l'Agriculture sélectionnera, dans le courant du second trimestre 2008, une structure qui sera chargée de l'animation de ce réseau rural.

## Plus d'informations

**Division de la Politique agricole, DGA**  
**Direction de la Politique agricole régionale**  
**Ilôt Saint-Luc**  
**14, chée de Louvain – 5000 Namur**  
**Anne Dethy, Directrice**  
**T. : 081 / 64.94.42**  
**@ : a.dethy@mrw.wallonie.be**  
**Serge Braun**  
**T. : 081 / 64.96.88**  
**@ : s.braun@mrw.wallonie.be**  
**Grégory Henrard**  
**T. : 081 / 64.94.47**  
**@ : g.henrard@mrw.wallonie.be**



# L'agriculture multifonctionnelle en mythe et réalité

30

La synthèse présentée dans ce document est extraite des résultats d'une étude réalisée en 2005 par la *Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité (CAPRU)*. Cette étude porte sur le positionnement des agriculteurs wallons dans la ruralité de demain et sur l'articulation de leurs rôles aux attentes de la société.

## Enquête auprès de 187 agriculteurs



Photos : Patrick Acken



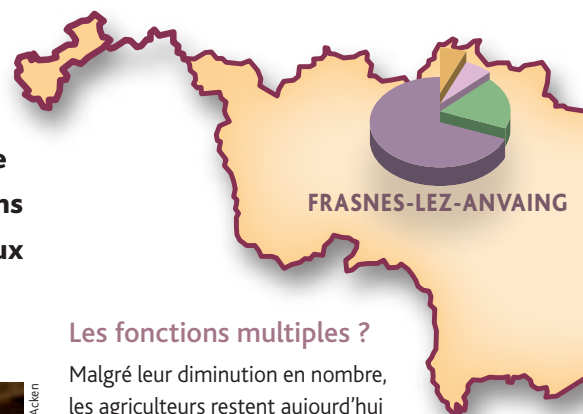
A la Ferme Jergeay, à Rochefort.

### L'enquête. Des rencontres individuelles à la ferme

Les résultats de cette étude s'appuient sur une enquête menée auprès de 187 agriculteurs, établis dans douze communes rurales de la Région wallonne. Ce sont ces douze entités qui ont d'abord été sélectionnées. Ce choix devait en effet traduire la diversité des spécialisations agricoles de la région. Ceci a conduit l'étude dans une commune brabançonne, deux hennuyères et deux liégeoises, trois communes namuroises et quatre luxembourgeoises. Les exploitants interrogés se sont por-

tés volontaires. Ils pratiquaient bien sûr déjà une activité relevant de la diversification ou de la multifonctionnalité. Les résultats de l'étude ont été validés par les intéressés.

**Profil des exploitants qui ont accepté d'être interrogés lors de cette enquête et ont été interviewés**  
Age moyen de l'exploitant : 46 ans  
Superficie moyenne de l'exploitation : 84 ha  
Main-d'œuvre en moyenne : 2,25 unités de main-d'œuvre dont 1,5 temps plein.



### Les fonctions multiples ?

Malgré leur diminution en nombre, les agriculteurs restent aujourd'hui les garants de notre alimentation et continuent à ce titre à assurer des fonctions multiples et essentielles pour la société. Pourtant, au cours de ces dernières décennies, la place de l'agriculture dans la chaîne alimentaire et dans la vie sociale a été profondément modifiée.

Dans les circuits de la grande distribution et de la production de masse, le lien entre les agriculteurs et les consommateurs devient de plus en plus ténu. Face à la standardisation de l'alimentation, aux dynamiques du marché et aux nécessaires adaptations des techniques et des structures, le métier d'agriculteur a fortement évolué.

### Pour la défense du modèle européen

Tant et si bien que, dans le milieu des années '90, lorsqu'il a fallu défendre le modèle européen d'agriculture, c'est notamment ce concept de multifonctionnalité qui a été invoqué. Le caractère multifonctionnel de l'agriculture n'est pas nouvellement acquis. Il consiste à reconnaître que les agriculteurs exercent plusieurs autres fonctions que leur fonction première de producteurs de matières premières agricoles. En 1999, la Commission européenne distingue trois catégories de fonctions principales :

1. la production d'aliments et de fibres,
2. la préservation de l'environnement rural et des paysages,
3. la contribution à la vitalité des zones rurales et à l'équilibre du développement rural.

Distribution par commune des exploitations agricoles sondées en fonction de leur spécialisation



Source : CAPRU 2005.

La réforme de la PAC engagée avec l'Agenda 2000 met en avant les besoins variés du monde rural, les attentes de la société d'aujourd'hui et les impératifs environnementaux. Par ailleurs, le modèle basé sur la multifonctionnalité repose sur la possibilité, pour les agriculteurs, de créer de nouvelles activités économiques et des revenus alternatifs grâce précisément à ces autres fonctions.

## Le point de vue des agriculteurs

### Une opportunité de développement

L'évolution du secteur agricole a imposé un modèle de développement laissant peu de chances de survie aux structures trop exiguës. Face à cela, les activités de diversification au sens large sont perçues comme un moyen d'assurer le maintien d'exploitations agricoles qui choisissent une voie alternative pour assurer le développement de leurs activités. On parle ici de transformation à la ferme, de vente directe, de filières de qualité différenciée, d'activités pédagogiques, d'offre de produits liés au

tourisme ou aux loisirs. Il est intéressant de noter que, dans l'échantillon sondé, **40 % des agriculteurs affirment avoir besoin de la diversification** à la ferme d'un point de vue économique tandis que 39 % disent ne pas en dépendre. Selon les agriculteurs interviewés, le principal avantage des activités de diversification est qu'elles sont génératrices de davantage de valeur ajoutée à la ferme. Ceci ne doit cependant pas masquer l'importance des investissements nécessaires au développement de telles activités dans un secteur où la composante en capital est déjà très importante. Un exemple particulier, l'introduction de normes plus restrictives n'est pas sans impact sur le volume des investissements requis pour adapter les infrastructures. Dans certaines situations, la mise aux normes hypothèque la rentabilité, décourage les initiatives naissantes voire conduit à l'abandon de l'activité.

La diversification des activités à la ferme exige la présence et la disponibilité d'une main-d'œuvre suffisante sur la ferme, main-d'œuvre qui doit pouvoir être rémunérée.

### 30 % sont prêts à se lancer dans un (nouveau) projet de diversification

De l'enquête, il ressort que la diversification des activités à la ferme est à

développer pour la survie des (petites) exploitations et que c'est un moyen intéressant de répartir les risques. **Préserver la diversité des modèles dans l'agriculture wallonne est un challenge de taille que certains exploitants tentent de relever.**

30 % des agriculteurs sondés ont le projet de développer de nouvelles activités à la ferme. La plupart d'entre eux pense au tourisme à la ferme. Dans une moindre mesure, des activités de transformation à la ferme ou de commercialisation en circuits courts sont également en préparation.

### Un investissement financier et humain

Au-delà d'une opportunité de revenu complémentaire, la diversification des activités à la ferme représente un véritable projet mêlant avantages et inconvénients. Comme pour toute activité d'entreprise, il démarre avec une prise de risque engageant des moyens financiers parfois importants sans garantie de succès. Il s'agit également d'un investissement humain important qui exige une grande disponibilité et, souvent, la présence des deux conjoints à la ferme. Il faut aussi adopter un nouveau métier et en accepter les corollaires, satisfactions ou contraintes. La diversification des activités à la ferme ne répond pas nécessairement à l'objectif de l'exploitant et demande des prédispositions et compétences spécifiques.

**Véritable vocation, choix de vie ou goût d'entreprendre, ces activités permettent néanmoins de se reconnecter aux attentes de la société et à celles du marché.**

### Renouer le dialogue

Si les considérations d'ordre économique sont indéniables dans la plupart des cas, diverses sources de satisfaction sur le plan personnel et social sont associées aux activités de diversification à la ferme. Le contact avec les visiteurs et l'opportunité de fournir des explications sur les produits et le métier sont très appréciés par les agriculteurs. La fierté de proposer un bon produit fini au consommateur et la satisfaction des clients sont aussi des facteurs de motivation.

Les agriculteurs interviewés reconnaissent que la diversification des activités à la ferme peut déboucher sur une activité socialement intéressante. Source d'enrichissement humain et de reconnaissance sociale, l'implication va au-delà de la dimension économique. Sous cet angle, c'est une nouvelle porte d'entrée pour rétablir un dialogue et repositionner le secteur agricole dans la société.

### Gestion de la nature et du paysage. Incitation, oui, reconnaissance publique, non

Les agriculteurs interrogés affirment quasiment à l'unanimité qu'ils jouent un rôle actif dans la gestion des paysages (96 %) et des ressources naturelles (92 %). Ils précisent qu'ils s'y voient obligés par toute une série de normes mais qu'ils le font aussi naturellement au travers de leur travail de tous les jours.

Cependant, ils regrettent que ces services environnementaux et leur implication ne sont pas reconnus par la société (voir le

schéma ci-dessous). C'est à un manque d'information que les agriculteurs prêtent ce peu de reconnaissance de leurs efforts. Les médias en sont parfois responsables, disent-ils. Bien qu'ils admettent que les mentalités évoluent plutôt positivement aujourd'hui, ils souffrent plus de la critique qu'ils ne bénéficient de la reconnaissance publique.

### Les MAE, pourquoi s'engagent-ils ?

74 % des agriculteurs sondés pratiquent au moins une méthode agroenvironnementale (MAE). Par là, ils adoptent volontairement des méthodes de production apportant une contribution complémentaire à la protection comme à l'amélioration de l'environnement et du paysage. Les agriculteurs déclarent qu'ils adopteront ces méthodes tant qu'elles resteront compatibles avec leur activité de production, toujours prépondérante.

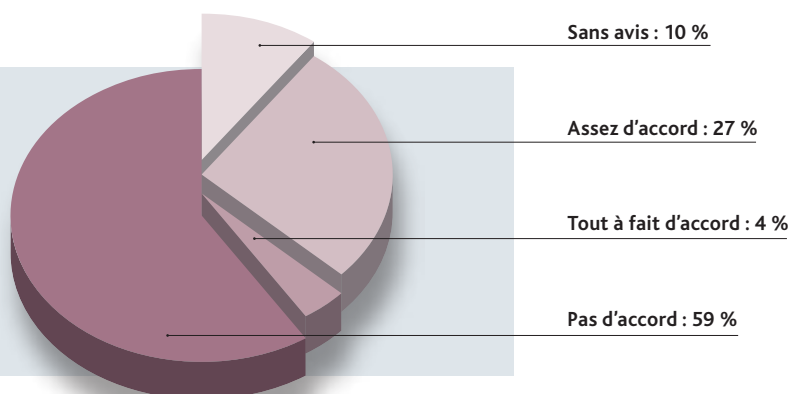
Ici, le rôle des incitants est déterminant. Plus de 60 % des agriculteurs interrogés estiment qu'ils devraient être mieux rémunérés pour ces services verts. Quand, dans une question ouverte, ils sont interrogés sur les motivations et contraintes qu'ils associent aux MAE, les agriculteurs s'expriment plus sur les contraintes que sur les motivations. Pour ces dernières sont citées la conviction du bien-fondé des MAE (12 cas) ou l'obtention de la compensation financière (6 cas).

A propos des blocages marqués à l'égard des MAE, les agriculteurs sondés listent les contraintes administratives et les contrôles jugés trop lourds (24 cas), les retards de paiement (16 cas) ou les contraintes d'ordre technique (19 cas).

### Multifonctionnalité et partenariat

La plupart des agriculteurs interrogés (82 %) déclarent être impliqués dans un partenariat avec d'autres acteurs ruraux. Le partenariat intrasectoriel, c'est-à-dire entre agriculteurs, reste la forme la plus courante (96 cas) alors que le partenariat de proximité avec les écoles (36 cas) ou le voisinage (37 cas) vient en deuxième position. Ce sont le plus souvent des partenariats informels et ponctuels surtout motivés par l'amélioration des rapports de voisinage et les contacts avec la

**Le rôle des agriculteurs dans la gestion des paysages est-il reconnu par la société ? L'avis des 187 agriculteurs sondés.**







Photos : Patrick Acken

## société

La ferme Dardenne,  
à Incourt

population locale. La commune est reconnue comme le premier partenaire institutionnel (34 cas). Des partenariats multiacteurs dans le cadre d'initiatives locales de développement (22 cas) ou d'actions centrées sur l'environnement (14 cas) sont également enregistrés.

Lorsque les agriculteurs sont interrogés sur la position qu'ils occuperont à l'avenir parmi les communautés locales et sur les partenariats qu'ils pourront développer avec d'autres acteurs ruraux, la moitié d'entre eux estime que l'on va vers moins d'interactions (voir tableau ci-contre). A l'origine de ce déficit, l'omniprésence de la grande distribution et de l'agro-industrie est évoquée. Les agriculteurs souhaitent davantage d'interactions avec le monde non agricole mais avancent que cela devient difficile : ils sont de moins en moins nombreux, d'une part. D'autre part, le manque de compréhension de la part de la population conduit de plus en plus souvent à un désengagement de la part des agriculteurs. Néanmoins, sont particulièrement appréciées les initiatives allant dans le sens des démarches participatives où le dialogue est initié entre les participants et les efforts de compréhension mutuelle sont réels.

### Un modèle prospectif pour l'agriculture wallonne ?

75 % des agriculteurs sondés estiment que les systèmes de production vont évoluer vers une plus grande spécialisation. Ils déplorent la situation mais, disent-ils, c'est ce futur qui se profile en conséquence des orientations actuelles de la politique agricole. Cette vision est un peu nuancée quand 54 % des sondés pensent que les activités des agriculteurs seront plus diversifiées à l'avenir, ceci devant être le résultat de la politique d'incitation à la diversification. Une contribution positive de l'agriculture multifonctionnelle à l'économie locale et régionale est perçue favorablement. Cependant, les agriculteurs interviewés

considèrent la ferme multifonctionnelle comme l'un des modèles de développement de l'agriculture et, précisément, celui des petites exploitations qui feront le choix d'une stratégie alternative.

### Dans 10 ans ?

Que pensent les agriculteurs des contacts ou des opportunités de contact qui les lieront dans dix ans aux consommateurs ? Leur opinion est contrastée. 50 % des sondés pensent qu'ils ne se développeront pas, sauf pour les exploitants qui relèveront le challenge de la diversification des activités à la ferme.

Près de 70 % des agriculteurs interrogés pensent qu'une activité complémentaire non agricole sera nécessaire pour de nombreux agriculteurs ou même que l'agriculture deviendra elle-même l'activité complémentaire à une activité principale non agricole. Dans ces deux cas, ils voient le secteur se développer d'une manière duale, mettant en évidence les contradictions qu'ils perçoivent dans les signaux véhiculés par la PAC.

La plupart des agriculteurs reconnaissent que les produits de terroir sont de bons produits qui contribuent au renforcement des identités rurales et méritent d'être

### Les avis des 187 agriculteurs sondés questionnés sur la multifonctionnalité

Hypothèses	Avis recueillis			
	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Sans opinion
<b>Spécialisation ou diversification ?</b>				
Les agriculteurs seront hyperspécialisés	49 %	26 %	19 %	6 %
Les activités des agriculteurs seront plus diversifiées	27 %	27 %	36 %	10 %
Il n'y aura plus d'agriculteurs mais de grosses entreprises	42 %	28 %	26 %	4 %
Davantage d'agriculteurs auront une activité non agricole	41 %	27 %	23 %	9 %
<b>Qualité différenciée ou qualité standard ?</b>				
La production de produits de terroir va augmenter	12 %	28 %	46 %	14 %
La production biologique connaîtra plus de succès	6 %	12 %	71 %	11 %
<b>Partenariats entre agriculture et société ?</b>				
Les agriculteurs auront plus de contacts avec les consommateurs	17 %	22 %	50 %	11 %
Il y aura plus d'interactions entre agriculteurs et non agriculteurs	9 %	26 %	49 %	16 %
<b>Renforcement des fonctions alternatives ?</b>				
Le rôle des agriculteurs dans la gestion du paysage sera renforcé	46 %	32 %	13 %	9 %
Le tourisme à la ferme sera plus répandu	18 %	37 %	32 %	13 %
Toutes les fonctions alternatives de l'agriculture seront renforcées	38 %	25 %	20 %	17 %
Les perspectives, les fonctions de l'agriculture wallonne dans les 10 ans sont appréciées à travers l'avis émis par les agriculteurs interrogés, face une série d'affirmations évoquant des scénarii d'évolution possible.				

Source : CAPRU, 2005.

préservés au titre de patrimoine régional. Pourtant, face à la question du développement de ces produits de qualité différenciée, la position des interviewés est mitigée : d'un prix plus élevé, ils représentent des marchés de niche, relativement étroits. 71 % des sondés doutent d'un renforcement du succès des produits de l'agriculture biologique et supposent une saturation du marché ou sa récupération par l'industrie et la grande distribution. Toujours dans la perspective à 10 ans, les personnes sondées ont des avis partagés à propos du développement du tourisme à la ferme mais 80 % sont d'accord pour dire que le rôle des agriculteurs dans l'entretien des paysages sera renforcé : on les y incite et ils ont conscience que c'est un rôle que l'on projette sur eux, même s'ils n'en reçoivent pas la reconnaissance qu'ils souhaitent. Ils s'attendent à ce que ce rôle amène de nouvelles contraintes mais aussi à être rémunérés pour cette fonction.

### Conclusions

#### **Sur quoi fonder un nouveau partenariat avec la société non agricole ?**

#### **La population non agricole y est-elle réceptive ?**

La consultation de l'ensemble des acteurs du monde rural wallon met en avant la demande répétée de plus de contacts entre agriculteurs et non agriculteurs. Une autre préoccupation unanimement partagée concerne la préservation du patrimoine rural en ce compris le capital culturel et social du monde agricole.

En réponse à cela, parmi les motivations relatives aux activités de diversification (transformation à la ferme, vente directe, tourisme et loisirs à la ferme), l'opportunité d'avoir des contacts avec les clients ou visiteurs et l'enrichissement social résultant de ces contacts préfigurent bien une piste d'ouverture à la société de la part des agriculteurs. Par ailleurs, ces activités répondent manifestement à une

demande de la société et les agriculteurs ont le sentiment d'être reconnus pour ces fonctions.

Même si la génération de revenu et l'intérêt personnel sont déterminants dans la prise de décision des agriculteurs, cette composante sociale, positivement perçue des deux côtés, est un gage de longévité pour ces activités.

Par rapport à leur gestion et leur entretien du paysage et des ressources naturelles, les agriculteurs reconnaissent qu'ils sont des acteurs de premier plan et qu'un des facteurs de motivation pour s'impliquer dans ces rôles sont les incitants financiers dont ils peuvent bénéficier. Si ces incitants sont supposés traduire l'intérêt que porte la société à l'environnement et rémunérer les agriculteurs pour la réponse qu'ils apportent à cette demande, les

agriculteurs ont exprimé leur sentiment d'un manque de reconnaissance de la part de la société par rapport à cette fonction. Le défi se pose alors en termes de communication en la matière, à l'adresse du grand public.

La vision d'une évolution duale de l'agriculture a déjà été évoquée. Ceci a été traduit en deux modèles extrêmes figurant deux types d'exploitations, les rôles qu'elles auront à jouer, les partenariats qu'elles noueront et les modes de communication qu'elles adopteront vis-à-vis des consommateurs.

Premier modèle, la grosse entreprise agricole hyper-spécialisée : lui reviendrait le rôle de la production de masse de matières premières agricoles de qualité standardisée. Pour ce faire, elle aurait pour partenaires l'agroindustrie et la grande

**Depuis plus de 15 ans, l'Unité d'Economie et Développement rural de la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux (FUSAGx) développe des activités de recherche dédiées à la ruralité. Entre territoire et société, ces études visent à mieux appréhender les problématiques liées à la ruralité en Région wallonne.**

## La Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité en Région wallonne

Dès 1992, l'Unité d'Economie et Développement rural s'est intéressée à la question de la délimitation des zones rurales en Région wallonne (travaux de M. Foguene, en 1992). Actuellement, elle réalise une étude visant à reconsidérer les critères de ruralité eu égard aux évolutions importantes qu'ont connues les zones rurales au cours des dernières décennies. Cette analyse vient renforcer, tout en les revisitant, les approches et typologies antérieures.

Figurant parmi les préoccupations majeures liées à la ruralité en Région wallonne, les phénomènes de **rurbanisation** et d'**exode agricole** ont été analysés (CAPRU, 2002). Cette thématique a été renforcée par une analyse de l'emploi agricole appliquée à l'échelle européenne (voir travaux de P-A Bathélémy, 2000).

**L'Unité d'Economie et Développement rural dispose d'une importante banque de données qui présente l'originalité de rassembler les données statistiques provenant de différentes sources. Par son caractère transversal et dynamique, la banque de données permet d'appréhender la ruralité wallonne selon une vision contemporaine tout en intégrant diversité des situations et perspective multidimensionnelle. C'est dans cette optique qu'une réflexion a été menée sur la mise en place d'un outil d'aide à la définition des politiques de développement rural en Région wallonne (travaux de Th. Dogot, 2004).**

*La Ferme  
d'Hacquedeau,  
à Roux-Miroir*



Photos : Patrick Acken

L'approche quantitative est une approche récurrente dans les procédures de suivi et d'évaluation des programmes européens et régionaux de développement rural. La banque de données et ses indicateurs actualisés de manière permanente constituent un outil opérationnel à cette fin. Dans ce cadre, l'Unité d'Economie et Développement rural apporte une expertise d'appui pour la mise en œuvre et l'évaluation de programmes et actions de développement rural tels que le PDR ou l'initiative européenne LEADER.

A l'interface entre une approche territoriale et sectorielle, une méthodologie originale combinant à la fois analyses quantitative et qualitative, enquêtes de terrain et démarche participative a été élaborée et mise en œuvre pour cerner deux vecteurs de redéploiement de la ruralité en Région wallonne, à savoir, la multifonctionnalité en agriculture (CAPRU, 2005) et le secteur des très petites entreprises en milieu rural (CAPRU, 2006). Depuis 2005, l'expertise acquise par l'Unité d'Economie et Développement rural a permis la constitution d'un groupe de recherche permanent spécialisé dans l'analyse et la prospective en matière de ruralité.

*La Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité* (CAPRU) réalise annuellement des études thématiques traitant de la ruralité wallonne contemporaine. Les résultats de ces études peuvent être consultés sur son site web à l'adresse suivante : <http://www.fsagx.ac.be/eg/capru>.

Diffusion des résultats et activités de vulgarisation figurent aussi parmi les missions de CAPRU. A ce titre, un forum sur la ruralité en Wallonie à la mi-2007 a été organisé (voir ci-contre) et une plaquette de vulgarisation grand public sur la multifonctionnalité de l'agriculture a été éditée. CAPRU assure en outre le développement et la mise à jour de la banque de données qui peut être consultée en ligne.

### **Agir pour nos campagnes Forum sur la ruralité en Wallonie 23 mars 2007**

Début d'année dernière, le CAPRU et le Cabinet du Ministre wallon de l'Agriculture et de la Ruralité ont rassemblé près de cent cinquante acteurs du développement rural dans le but de promouvoir un développement au niveau local, qui soit global et cohérent. Passant du constat à la recommandation, puis de la recommandation à l'action, le forum a démontré que les programmes et les actions de développement rural existants sont de véritables outils d'impulsion qui peuvent être activés, de façon complémentaire, pour apporter des réponses concrètes aux attentes de la société.

Information sur ce forum : voir adresses ci-dessous (DGA).

distribution. C'est via ces partenaires qui utiliseront les médias comme vecteur de communication, que passeraient les échanges avec les consommateurs. Alors que la rupture entre le producteur d'aliments et le consommateur est déjà profonde, on peut s'interroger sur la possibilité de prendre en compte la nature multifonctionnelle de l'agriculture dans des stratégies de communication où les considérations sont d'un tout autre ordre. Second modèle, la petite exploitation diversifiée : elle s'impliquerait dans une autre forme de production, éventuellement de qualité différenciée, et dans des activités de transformation permettant de générer une plus forte valeur ajoutée à la ferme. Elle s'insérerait dans des réseaux de commercialisation en circuits courts correspondant mieux à la nature et au

volume de ses produits. Elle s'engagerait dans des activités de tourisme et de loisir. Par sa structure même, elle contribuerait positivement au maintien du maillage rural. Cette exploitation aurait de multiples partenaires et pourrait conserver un contact direct avec les consommateurs. La question qui se pose ici est de voir quelles sont les synergies possibles avec ces différents partenaires, comment construire ces partenariats et comment les pérenniser. Ce modèle dual est toujours présent dans la politique agricole actuelle. Après des années de déconnexion progressive du marché et des consommateurs, le retour à des activités guidées par le marché et répondant directement ou indirectement aux attentes de la société n'est pas une conversion aisée.

DR THOMAS DOGOT,  
PR PHILIPPE LEBAILLY,  
CELLULE D'ANALYSE ET DE PROSPECTIVE  
EN MATIÈRE DE RURALITÉ  
FACULTÉ UNIVERSITAIRE DES SCIENCES  
AGRONOMIQUES DE GEMBOUX

### **Plus d'informations**

**FUSAGx-Unité d'Economie  
et Développement rural  
Cellule d'Analyse et de Prospective  
en matière de Ruralité – CAPRU**  
Cécile Brulard, Thomas Dogot, Philippe Lebailly  
2, passage des Déportés – 5030 Gembloux  
T. : 081 / 62.23.68  
@ : [brulard.c@fsagx.ac.be](mailto:brulard.c@fsagx.ac.be)

**Division de la Gestion de l'espace rural, DGA  
Direction de l'Espace rural**  
Georges Bollen, Directeur  
Ilot Saint-Luc  
14, chée de Louvain – 5000 Namur  
T. : 081 / 64.96.50  
@ : [g.bollen@mrw.wallonie.be](mailto:g.bollen@mrw.wallonie.be)



## Focus sur le tourisme à la ferme



La Ferme Château de Laneffe, à Laneffe

Photos : Patrick Acken



### Un point d'ancrage à partager

L'agrotourisme est perçu par près de 80 % des agriculteurs sondés comme une opportunité intéressante de diversification de l'activité agricole dans la ferme. Parmi les exploitants interviewés, trente trois agriculteurs pratiquent une activité significative de tourisme à la ferme.

Les principales motivations qui ont conduit au démarrage de cette activité sont de quatre ordres :

1. citée le plus fréquemment, (dans 24 cas), la possibilité de valoriser un bâtiment existant,
2. dans 13 cas, l'apport financier et la rentabilité escomptée sont mis en avant,
3. se lancer dans une nouvelle activité, pour 8 cas, et

4. susciter des contacts avec le public comptent aussi parmi les éléments motivant le démarrage d'une activité touristique à la ferme.

La plupart des exploitants qui pratiquent le tourisme à la ferme se disent satisfaits de cette activité (dans 29 cas). Parmi les motifs de satisfaction les plus fréquents figurent les contacts sociaux et l'ouverture au monde (13 cas), la rentabilité (pour 8 cas) et la possibilité de restaurer et d'entretenir des bâtiments existants (8 cas).

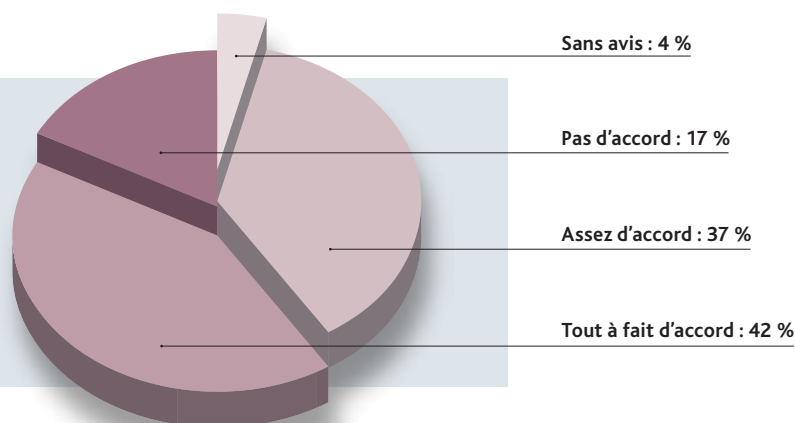
Bien que les deux tiers des trente trois agriculteurs participant à l'enquête qui pratiquent l'agrotourisme ont bénéficié d'un appui financier pour la réalisation du projet, ces incitants financiers ne semblent pas avoir été les seuls facteurs déterminants dans la décision. Un tiers des exploitants

ont monté leur projet sans aide financière. Pour les agriculteurs non pas impliqués mais intéressés seulement par le tourisme à la ferme (dans 53 cas), les motivations sont d'abord la génération d'un revenu complémentaire (15 cas), les contacts avec les visiteurs (9 cas) et, tout particulièrement, la possibilité de parler de leur métier (pour 6 cas) et de contribuer à l'éveil des enfants (3 cas), la rentabilisation d'anciens bâtiments (7 cas), la création d'emploi à la ferme pour le conjoint ou pour un fils/fille (dans 4 cas) ou une reconversion à la retraite.

Pour les non intéressés, les facteurs de blocage sont le manque de temps (dans 60 % des cas), l'importance de l'investissement nécessaire, l'adaptation des infrastructures (55 %), l'aptitude à acquérir (10 %), la perte d'intimité (10 %). Alors que la plupart des agriculteurs interrogés sont confiants envers le potentiel du secteur du tourisme à la ferme, ils sont plus mitigés lorsque cette activité est projetée dans une perspective à moyen ou long terme. 32 % pensent qu'il n'y aura plus d'expansion de ce type de tourisme. Pour eux, le développement de l'agrotourisme dépend de l'attractivité touristique de la région et il y a un risque de saturation.

Th. D.

### Le tourisme à la ferme représente-t-il une opportunité de diversification ? Avis des 187 agriculteurs sondés.



Renseignements complémentaires  
Voir adresse CAPRU, p. 35.

### NOUVEAU

Le site du conseil de filière *Grandes cultures* :  
une foule d'informations sur les grandes cultures  
[www.cfgcw.be](http://www.cfgcw.be)



**Public :** consommateurs et professionnels du secteur.  
**Contenu :** notamment, informations générales : que sont les grandes cultures ? quels produits en sont issus ? quelle place occupent-ils dans notre vie de tous les jours ? plus, des informations sur la nutrition, la santé et des illustrations. La partie professionnelle contient une base de données *Qui fait quoi* ? reprenant les acteurs qui constituent la filière.

### Et encore d'autres adresses de filières

Filière porcine wallonne	<a href="http://www.fpw.be">http://www.fpw.be</a>
Filière de l'Agriculture biologique	<a href="http://www.bioforum.be">http://www.bioforum.be</a>
Filière avicole et cunicole wallonne	<a href="http://www.facw.be">http://www.facw.be</a>
Filière horticole ornementale	<a href="http://www.fwhnet.be">http://www.fwhnet.be</a>

### MODIFICATIONS

*Les Nouvelles n° 44,*  
*p. 30-42, ... AIDA Errata*  
p. 33, col. de dr., *Type d'investissement*, 1<sup>er</sup> tiret, supprimer *remplacement*,  
p. 37, col de g., 3 titres dans bandeaux bleus : remplacer + par *porté à*,  
p. 38, tableau : DESS :  
*pas d'expérience requise.*

### NOUVEAU

Le site du conseil de filière *Lait* :  
le lait et les produits laitiers en surfant sur  
[www.filiere lait.be](http://www.filiere lait.be)



**Objectif :** grâce à ses nombreux liens, le site est une entrée permettant d'accéder à un maximum d'informations sur la filière *Lait*.

**Contenu :** présentation de l'association et informations générales sur la production et la transformation du lait, les garanties de qualité du lait, les produits laitiers wallons, la Politique agricole commune, les différents acteurs de la filière, ... Pour les professionnels, une série de liens utiles pour s'informer sur la DPU, les quotas, l'hygiène, les organismes d'encadrement, la qualité du lait, etc. Une rubrique *Actualités* annoncera les événements concernant le secteur.

Ce deuxième numéro des *Dossiers de la Recherche agricole* est un des efforts financièrement soutenus par la DGA dans le cadre de l'agriculture durable. Il vise à apporter des réponses concrètes aux questions que se posent les divers milieux concernés et à dégager de nouvelles pistes pour notre agriculture de demain.

Cet ouvrage est gratuit et disponible sur demande à la bibliothèque de la DGA :

T. : 081 / 64.94.12  
@ : [d.lanteir@mrw.wallonie.be](mailto:d.lanteir@mrw.wallonie.be)



# Protection de l'eau

## Comment ça marche ?

38



Photo : Nitrawal

**Sept agriculteurs d'Arquennes s'impliquent dans cette étude. Les observations réalisées sur leurs terres permettront d'évaluer le temps nécessaire à une restauration de la qualité de l'eau. Ces informations sont indispensables pour que les agriculteurs qui intègrent cette problématique dans leurs actes de tous les jours soient informés de l'importance de leurs efforts.**

*L'encadrement des agriculteurs réalisé par Nitrawal porte sur des conseils en matière de fertilisation (organique et minérale), de bonnes pratiques agricoles et de mise aux normes des infrastructures de stockage des engrais de ferme.*

Depuis 2005, sept agriculteurs participent à un *Programme d'actions pour la protection des captages contre les contaminations d'origine agricole* dans un bassin versant pilote à Arquennes, sur la commune de Seneffe. L'objectif de ce programme, financé par la *Société publique de Gestion de l'eau* (SPGE), est d'étudier l'effet sur la qualité de l'eau exploitée sur ce site de captage par la *Société wallonne des Eaux* (SWDE) de la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles reprises dans le *Programme de Gestion durable de l'azote*. Les agriculteurs exploitant les parcelles situées dans la zone d'alimentation des prises d'eau sont suivis individuellement par Nitrawal. Leur participation et leur implication au projet sont importantes. En effet, afin que les équipes scientifiques possèdent un maximum d'informations, ils ont transmis toutes les données relatives à leur parcellaire depuis de nombreuses années (rotations, fertilisations organiques et minérales, rendements, etc.). Ils accueillent également sur leurs parcelles

des instruments de mesures spécifiques (piézomètres, etc.). Des profils de sol sont réalisés au printemps pour raisonner la fertilisation mais aussi en automne pour évaluer le risque de lixiviation du nitrate restant dans le sol après la récolte.

### **Le suivi scientifique : indispensable pour comprendre et orienter l'action**

Quand un captage présente une concentration en nitrate trop élevée dans l'eau qui y est puisée, la première question qui se pose est : d'où vient le nitrate ? La réponse à cette interrogation est indispensable pour permettre aux conseillers de Nitrawal de contacter les agriculteurs qui peuvent avoir un impact sur la qualité de l'eau et de travailler avec eux. De manière simplifiée, on conçoit aisément que le ruissellement de surface soit délimité par la crête du vallon ; cette crête définit le bassin versant. Il en est de même pour l'écoulement de l'eau dans la nappe

aquifère, une crête de partage sépare les écoulements d'eau. Cette crête « souterraine » délimite le bassin hydrogéologique qui correspond à la zone d'alimentation des captages. C'est à l'intérieur de cette zone que les actions d'encadrement doivent être menées.

### **Alimentation de la nappe aquifère**

Grâce aux piézomètres installés dans les parcelles, on a pu mesurer de manière régulière la hauteur d'eau dans la nappe aquifère, établir une carte d'écoulement souterrain de l'eau et ainsi cibler les parcelles sur lesquelles il faut agir.

Le travail des conseillers de Nitrawal a pour but d'aider l'agriculteur à gérer de manière raisonnée l'azote (organique et minéral) ainsi que l'interculture.

En l'absence de couvert hivernal (culture ou interculture), l'azote présent en automne dans le sol sous forme de nitrate va être entraîné vers la nappe par l'eau de pluie qui s'infiltre dans le sol, processus appelé « lessivage du nitrate ». Pour minimiser ce phénomène, l'agriculteur dispose de deux moyens :

- raisonner la fertilisation de ses cultures (pour limiter la quantité d'azote qui ne sera pas consommée par la culture et qui sera lessivée en automne),
- installer un couvert hivernal (culture ou interculture) pour immobiliser au





Dans le bassin pilote d'Arquennes, plusieurs petits puits appelés piézomètres ont été forés pour délimiter la zone d'alimentation.

maximum l'azote qui ne serait pas consommé par la culture précédente. Chaque année, en automne, des échantillons de sol sont prélevés dans chaque parcelle pour y doser la quantité d'azote sous forme de nitrate. Les résultats de ces analyses sont comparés aux indices de références d'azote potentiellement lessivables (appelés APL de référence) établis annuellement par les partenaires scientifiques de Nitrawal dans la Structure d'encadrement des agriculteurs (voir colonne de droite). La comparaison à ces valeurs de référence permet aux conseillers de Nitrawal de cibler les champs dans lesquels des problèmes de gestion de l'azote peuvent avoir eu lieu.

### Des résultats ?

Pour répondre à cette question, les scientifiques (agronomes et hydrogéologues) ont réalisé deux expériences. La première vise à évaluer le temps que va mettre le nitrate pour atteindre la nappe. Pour ce faire, un traceur a été épandu sur le sol dans une zone limitée (4 m<sup>2</sup>). Des échantillons de sol sont prélevés et analysés pour mesurer la migration du traceur dans le sol. Des échantillons d'eau sont également régulièrement prélevés dans un piézomètre proche pour détecter son arrivée dans l'eau.

En un an et demi, le traceur a migré de plusieurs mètres dans un sous-sol sableux, propice à une telle vitesse. Il est probable que, dans quelques mois, voire un an, le traceur soit détecté dans la nappe au niveau du piézomètre.

La seconde expérience vise à évaluer le temps que met le nitrate, une fois qu'il a atteint la nappe, pour rejoindre le captage. Un traceur a donc été directement injecté dans la nappe et des échantillons ont été prélevés dans la prise d'eau. Le traceur y est apparu au bout de quelques jours.

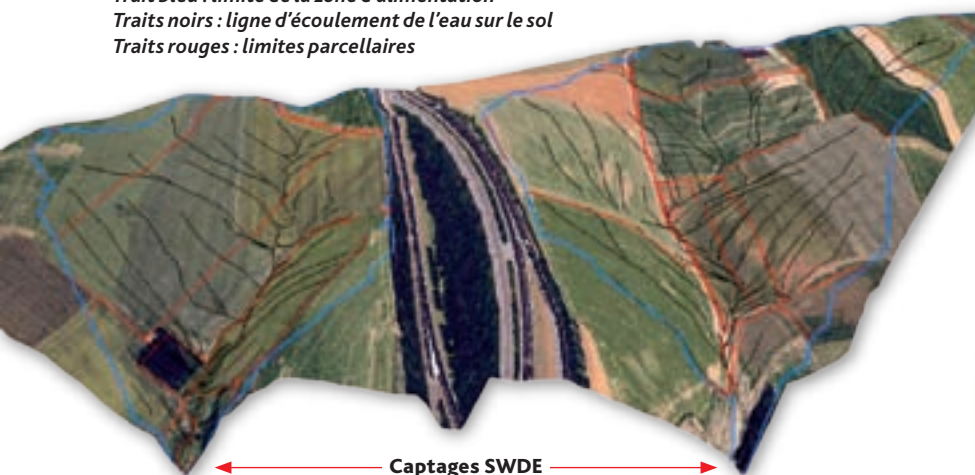
Sur base de ces deux expérimentations, il apparaît donc que **trois à cinq années seront nécessaires** pour que la qualité de l'eau commence à s'améliorer suite aux bonnes pratiques mises en œuvre par les agriculteurs.

Pour pouvoir revenir à une bonne qualité, il faut également prendre en considération le volume de la nappe. Plus il est important (en comparaison de l'eau de pluie qui alimente la nappe chaque année), plus le retour à une bonne qualité sera lent.

Le suivi scientifique permet donc d'orienter les actions des conseillers de Nitrawal par la délimitation de la zone d'alimentation des captages et la mise en évidence annuelle des parcelles « à problème ».

NITRAWAL

Trait bleu : limite de la zone d'alimentation  
Traits noirs : ligne d'écoulement de l'eau sur le sol  
Traits rouges : limites parcellaires



## agro- environnement

### La structure d'encadrement des agriculteurs : Nitrawal & Co

Une structure unique a été mise en place par le Gouvernement wallon, sous la responsabilité conjointe de la direction générale de l'Agriculture et de la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Elle groupe les acteurs impliqués dans la relation agriculture et eau :

- la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA) représente le monde agricole,
- la société Aquawal représente les producteurs, distributeurs et épurateurs d'eau wallons,
- les universités :
  - la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux,
  - l'Université catholique de Louvain.

Ces quatre groupes travaillent ensemble pour accompagner l'asbl Nitrawal active sur le terrain et forment ainsi la Structure d'encadrement Nitrawal. Au total, plus d'une vingtaine d'ingénieurs agronomes et de techniciens encadrent les agriculteurs dans le Programme de Gestion durable de l'azote en agriculture.

### Plus d'informations

FUSAGx. Laboratoire de Géopédologie  
GRENeRA

Christophe Vandenberghe et

Pr Jean-Marie Marcoen

2, passage des Déportés

5030 Gembloux

T. : 081 / 62.25.40

@ : vandenberghe@fsagx.ac.be

Nitrawal

I. Corswarem et N. Triolet

47, chaussée de Namur

5030 Gembloux

T. : 081 / 62.73.13



# Analyse de terre et conseil personnalisé : Indispensables pour une fertilisation raisonnée

40

**La fertilité du sol est une richesse qu'il faut conserver par une gestion *optimum des terres*, notamment en ajustant les intrants aux besoins des cultures. Au préalable, une évaluation des capacités du sol à produire est indispensable. Pour cela, l'agriculteur dispose d'un outil efficace: l'analyse de terre, complétée par un conseil de fumure personnalisé.**

## Réquasud : un réseau de laboratoires au service des agriculteurs

L'agriculteur peut faire appel à cinq laboratoires d'analyses de terre du réseau Réquasud, qui sont encadrés par deux laboratoires de recherche scientifique : le laboratoire de Géopédologie de la FUSAGx pour les analyses classiques et le département Production végétale du CRA-W pour l'analyse des nitrates.

## L'analyse classique des terres

L'état de fertilité du sol change en permanence selon les pratiques culturales et les exportations d'éléments minéraux par les récoltes. L'analyse permet de le déterminer à un moment précis. Elle comprend les paramètres suivants : le  $\text{pH}_{\text{KCl}}$ , les taux de carbone et d'azote, les teneurs en éléments majeurs disponibles (Ca, Mg, K et P) et en oligo-éléments (Mn, Cu, Zn et Fe). Grâce aux travaux de Réquasud, les méthodes d'échantillonnage et d'analyse

sont bien harmonisées. Actuellement la mise à disposition d'outils de diagnostic et d'interprétation permet un affinement de l'échantillonnage et du conseil. Interpréter un résultat d'analyse consiste à comparer les teneurs en éléments nutritifs à des valeurs de référence régionales (normes). L'interprétation est affinée à l'aide de caractéristiques complémentaires comme la granulométrie et la capacité d'échange cationique (CEC), de même que la pierrosité, la profondeur et la structure du sol par



### Cinq laboratoires d'analyse des terres

■ Centre provincial de l'Agriculture et de la Ruralité  
La Hulpe – T. : 02 / 656.09.70  
@ : labo.lahulpe@skynet.pro.

■ Laboratoires du Carah  
Ath – T. : 068 / 26.46.90 – @ : labo@carah.be.

■ Laboratoires de la Province de Liège  
Tinlot – T. : 085 / 27.86.10  
@ : dominique.vanvyve@prov-liege.be.

■ Centre de Michamps  
Bastogne – T. : 061 / 21.08.23  
@ : centredemichamps@uclouvain.be.

■ Laboratoires de l'Office agricole de la Province de Namur – Ciney – T. : 083 / 23.16.30  
@ : labo.opa@skynet.be.

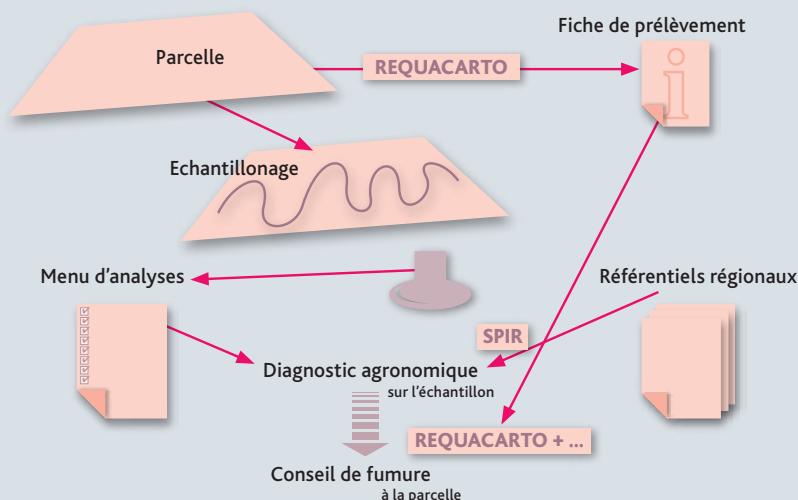
Encadrement par deux laboratoires de recherche scientifique

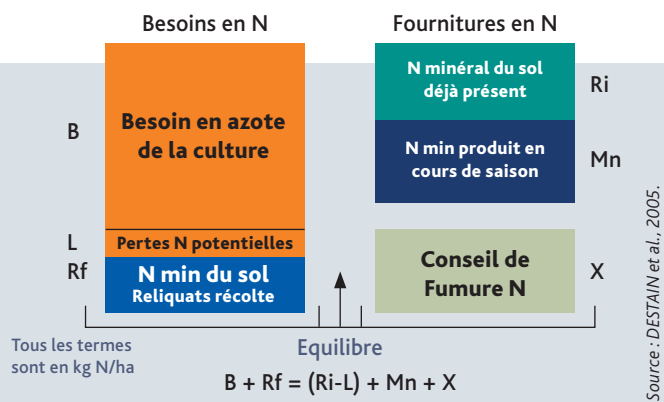
■ Pour les analyses classiques : laboratoire de Géopédologie de la FUSAGx – T. : 081 / 62.25.38  
@ : geopedologie@fsagx.ac.be.

■ Pour l'analyse des nitrates : département Production végétale du CRA-W – T. : 081 / 62.50.00  
@ : prodveg@cra.wallonie.be.

L'objectif de Réquasud est de maîtriser toutes les étapes aboutissant au **CONSEIL DE FUMURE**, c'est-à-dire : l'échantillonnage, les méthodes d'analyses, la qualité des résultats et leur interprétation.

### Étapes menant au conseil de fumure





exemple. Ces critères ne sont pas déterminés sur chaque échantillon de terre, mais évalués sur base de moyennes régionales et d'observations de terrain, ce à quoi précisément Réquasud cherche des solutions alternatives susceptibles d'améliorer cette situation. Ainsi l'évaluation de la CEC et du taux d'argile est envisagée par spectroscopie dans le proche infrarouge (SPIR). Il s'agit d'une méthode rapide, peu coûteuse et facile à mettre en œuvre. D'autre part, Réquasud a obtenu un accès à la *Carte numérique des sols de Wallonie*, aux orthophotoplans et au *Sigec (Réquacarto)*. Cet accès permet de récupérer des paramètres pédologiques comme la texture, la nature et la quantité de cailloux, le volume utile, l'état du drainage naturel,... afin de délimiter des *zones de prélèvements homogènes* dans une parcelle donnée et d'affiner l'interprétation des résultats. De plus, ces informations complémentaires seront stockées dans la base de données du réseau et disponibles pour l'agriculteur.

### L'analyse des nitrates

Le but de cette analyse est de **quantifier le stock d'azote disponible dans le sol à un moment donné**. Ce stock varie avec la minéralisation de l'humus, l'apport d'engrais organiques ou minéraux, le prélèvement par les plantes et les pertes, surtout par lessivage.

Qu'il soit produit dans la couche arable par la minéralisation des matières organiques ou apporté par l'engrais, le nitrate n'est pas fixé sur les colloïdes du sol ; il peut donc migrer en profondeur. C'est pourquoi, il faut contrôler tout le profil colonisé par les racines : soit de 0 à 90 cm pour les plantes à enracinement profond (betterave, céréales, maïs, chicorée, ...), soit de 0 à 45 ou 60 cm pour des cultures à enracinement superficiel (cultures légumières, pomme de terre). En prairie, la profondeur de prélèvement se limite à 30 cm. L'échantillonnage, le plus souvent manuel, se fait avec des sondes gouges d'un diamètre de 1,5 à 2 cm. Le sondage hydraulique nécessite un mini-tracteur ou un quad équipé également d'une gouge ou mieux de plusieurs sondes de diamètre dégressif avec la profondeur ; ce type de sonde « emporte-pièce » évite la contamination entre les trois horizons. Un échantillonnage représentatif comprend au moins 10 points de prélèvement, indépendamment de la taille de la parcelle. L'analyse est faite sur échantillons frais ou stockés en chambre froide (maximum 5 jours). Pour passer au conseil de fumure, les laboratoires du réseau Réquasud ont retenu la **méthode du bilan prévisionnel** mise au point par l'INRA de Laon (voir le schéma ci-dessus).

La balance comprend, à gauche, les besoins de la culture (forfaitaires ou estimés pour un rendement attendu), les pertes et les reliquats inévitables et, à droite, l'azote minéral présent dans le sol ou produit en cours de saison.

La balance entre besoins et fournitures doit être équilibrée. **C'est la fumure azotée conseillée, en complément à la fourniture d'azote par le sol, qui permet de réaliser cet équilibre.** Cette

*Début de croissance de blé.*



méthode vise un rendement *optimum*, tant quantitativement que qualitativement, tout en limitant le reliquat d'azote après culture. Appliquée aux différentes parcelles de l'exploitation, elle constitue un bon outil de gestion de l'azote, conforme à la législation environnementale (voir particulièrement le *Plan de Gestion durable de l'azote en agriculture* en Région wallonne).

### La base de données de Réquasud : un outil d'aide à la gestion

Grâce aux nombreux résultats d'analyses (plus de 200.000 échantillons) encodés dans la base de données de Réquasud, celle-ci est une référence régionale fiable et un outil précieux d'aide à la décision. Actuellement trois brochures de synthèse sont disponibles : elles concernent l'état de fertilité des terres et les reliquats de nitrates. Ces synthèses montrent des tendances qui se dégagent, mais aussi certains problèmes à surveiller : par exemple, sur une carte de répartition du pH, on peut voir que 45 % des sols de culture ont un  $pH_{KCl}$  inférieur au seuil optimum de 6,5 (voir [www.Requasud.be](http://www.Requasud.be)). La base de données du réseau a été exploitée récemment pour réaliser l'*Etat de l'Environnement wallon* où un chapitre est spécifiquement consacré à l'état de fertilité des terres (voir <http://environnement.wallonie.be>). Enfin, compte tenu de l'expérience acquise (1994-2006), un suivi de l'état de fertilité des terres en Région wallonne peut être mis en place dès à présent. Utilisée conjointement avec d'autres documents comme la *Carte numérique des sols* et ses dérivées, la base de données de Réquasud permet en effet d'envisager la création d'un **Système de Surveillance des sols agricoles tant du point de vue agronomique qu'environnemental**.

RÉQUASUD

### Plus d'informations

Réquasud, Réseau Qualité Sud, asbl  
24, chée de Namur  
5030 Gembloux  
T. : 081 / 62.03.71  
<http://www.requasud.be>



# Concours de l'entrepreneur de jardins de Wallonie



**C'est durant le salon *Pro Vert* de Marche-en-Famenne, qu'ont été proclamés les résultats de la troisième édition du concours de « L'entrepreneur de jardins de Wallonie ».**

Pour cette troisième édition, treize projets ont été nommés, répartis en trois catégories: petits jardins (moins de 250 m<sup>2</sup>), jardins de taille moyenne (de 250 à 1.000 m<sup>2</sup>) et grands jardins (plus de 1.000 m<sup>2</sup>). Pour cette édition, l'eau était omniprésente et la qualité des projets présentés nous a permis de confirmer la vitalité et la créativité du secteur de l'entreprise de

jardins en Wallonie. Durant le mois de juin, un jury composé d'un entrepreneur de jardins, d'un botaniste, d'un journaliste horticole, d'un architecte de jardin et d'un membre de la Fédération Wallonne de l'horticulture a sillonné la Wallonie à la découverte des jardins concourants. A l'issue de la délibération du jury le palmarès suivant a été retenu :

## Catégorie de moins de 250 m<sup>2</sup>

Or : **Frédéric Hollevoet** de Ohey  
Argent : **Jean-Michel Hertay** de Herve  
Bronze : **Philippe Peten** de Bousval

## Catégorie de 250 à 1000m<sup>2</sup>

Or : **Serge Homez** de Braives  
Argent : **Jean-Louis Feron** de Forchies-la-Marche ET **Michaël Lebecque** de Bovigny  
Participation : **Isabelle Schmidt** de Libramont, **Frédéric Dekegel** de Ormeignies.

## Catégorie + 1000 m<sup>2</sup>

Or : **Morgan Leidgens** de Verviers  
Argent : **Monsieur Larbière** de Sainte-Marie-sur-Semois.  
Bronze : **Rémy Hermesse** et

**Frédéric Lomré** de Jardins divers de Banneux.

Participation: **Eric Couturier** de Tilff,  
**Pierre Lhoas** de Leignon.

## Prix coup de cœur et prix du jury Frédéric Hollevoet de Ohey

Fort du succès de ce concours, une nouvelle édition du concours « L'Entrepreneur de jardins de Wallonie » sera bientôt planifiée, car c'est un excellent instrument pour promouvoir le beau métier d'entrepreneur de jardins. L'APAQ-W s'associera à la Fédération Wallonne Horticole et un certain nombre d'entreprises du secteur des espaces verts, pour organiser un concours réservé aux entrepreneurs de jardins de Wallonie. D'ores et déjà les candidatures de l'édition 2008 peuvent être envoyées à l'APAQ-W.

• Informations – Concours de l'entrepreneur de jardins de Wallonie :  
**Isabelle Tasiaux (APAQ-W)**  
2 rue Burniaux 5100 Jambes  
T. : 081 / 33.17.24 – F. : 081 / 30.54.37  
@ : i.tasiaux@apaqw.be

## Pour plus d'informations

**Apaq-W**  
2, rue Burniaux – 5100 Jambes  
T. : 081 / 33.17.24  
@ : i.tasiaux@apaqw.be  
www.apaqw.be

## « Maison fromagère » : c'est affiné près de chez vous !

En décembre dernier est né le réseau « Maison fromagère » qui réunit 110 magasins spécialisés qui s'engagent à promouvoir et commercialiser les fromages de Wallonie partout en Belgique.

Durant toute l'année, ce réseau de 96 crémiers et 14 commerçants ambulants qui offrent une vitrine de choix aux unités de production artisanales, vise d'une part à renforcer les liens entre les commerces spécialisés et les fabricants de fromages wallons et d'autre part à améliorer la notoriété des « Fromages de Wallonie ».

Distinguées par l'octroi d'une, deux ou trois étoiles en fonction de la variété de la gamme des fromages wallons qu'ils présenteront à leur clientèle, les Maisons fromagères choisissent leur degré d'implication dans le réseau. Leur notoriété sera assurée par une campagne de communication appuyée par des spots radios, un site [www.maisonfromagere.be](http://www.maisonfromagere.be), un répertoire des adresses du réseau ...



• Informations – Maison fromagère :  
**Philippe Borguet (APAQ-W)** – 2 rue Burniaux 5100 Jambes  
T. : 081 / 33.17.16 – F. : 081 / 30.54.37 – @ : p.borguet@apaqw.be

# Brèves du livre

DANIEL LANTEIR, BIBLIOTHÉCAIRE

Ici, quelques ouvrages choisis parmi les acquisitions récentes de la bibliothèque.



## Les effluents peu chargés en élevage de ruminants. Procédés de gestion et de traitements.

**Institut de l'Élevage, Coll. Synthèse, Paris, 2007, 116p.**

Six procédés de gestion des effluents peu chargés en élevage de ruminants sont présentés. Ces procédés sont des alternatives au stockage classique en fosse avec épandage à la tonne à lisier : le lagunage naturel, l'épandage sur prairies y compris en période hivernale, les filtres plantés de roseaux à deux étages ou plantés à un étage avec recyclage des effluents dans le traitement primaire, les massifs filtrants végétalisés et les bosquets épurateurs. Ce document précise, pour chaque procédé, le fonctionnement, le dimensionnement, les aménagements et l'entretien ainsi que les principaux éléments techniques et économiques qui permettent de guider le choix des éleveurs vers une solution adaptée à leur exploitation.



## Perspectives internationales pour les politiques agricoles.

**De BOISSIEU C. (dir.), La documentation Française, Paris, 2007, 180p.**

À partir d'une analyse critique des travaux de prospective existants sur la sécurité alimentaire mondiale et la place de l'agriculture européenne dans le monde à l'horizon 2020-2030, cet ouvrage passe successivement en revue les problématiques de la sécurité alimentaire, du changement climatique, des questions d'énergie et de la valorisation non alimentaire de la biomasse et enfin des stratégies des principaux pays dans les échanges internationaux. De puissantes forces motrices sont identifiées, ainsi que les «variables de rupture» sur lesquelles les politiques agricoles doivent s'exercer pour éviter des scénarios d'impasse ou de catastrophe.



## Analyse comparative des différents modes de taxation agricole en vigueur. L'imposition linéaire serait-elle source d'efficacité dans le secteur ?

**JONET B., Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Faculté des Sciences économiques, sociales et de gestion, Namur, 2007, 104p.**

Après une définition de l'impôt et des principes liés à son efficacité, ce mémoire analyse, dans la première partie, les trois modes de taxation en vigueur en Belgique (régime de l'imposition des personnes physiques établies sur base d'une comptabilité réelle de l'agriculteur, taxation forfaitaire, imposition des agriculteurs en société) avant d'aborder des modèles d'imposition alternatifs au système progressif belge, avec une attention toute particulière à l'imposition linéaire (flat tax). La seconde partie, plus pratique, a pour but d'appliquer, à travers l'étude d'un cas particulier, les concepts définis précédemment et d'analyser les conditions de leur application. Enfin, le même cas a été soumis à l'éventualité d'une imposition linéaire qui sera confrontée au système belge en vigueur.



## Perspectives offre/demande des viandes bovines et ovines dans l'UE à 27 à l'horizon 2015.

**Institut de l'Élevage, Département Économie, Coll. Le Dossier économie de l'Élevage, n° 371, Paris, octobre 2007, 32p.**

Dans un contexte non stabilisé (bilan de santé de la PAC, négociations à l'OMC, dynamique des agrocarburants, ...), l'Institut de l'Élevage propose une nouvelle analyse prospective du marché des viandes bovines et ovines dans l'Union européenne à l'horizon 2015. La conclusion principale de cette prévision à moyen terme est que l'Union européenne reste toujours «menacée» par un déficit en viande bovine et ovine, avec une poursuite de la réduction de la production de viande bovine de l'ordre de 3 % (de 2006 à 2015) et de 6 % en viande ovine. Un probable desserrement des quotas au cours des prochaines années et un marché mondial des produits laitiers porteurs ralentiront la décapitalisation laitière et par conséquent le déclin de son coproduit viande. Dans le même temps, pourtant, le troupeau allaitant va connaître une érosion. Le risque demeure d'une dépendance de plus en plus grande de l'UE à l'égard d'un marché mondial.

### Plus d'informations

**Bibliothèque de la direction générale de l'Agriculture  
14, ch. de Louvain – 5000 Namur**

Accessible au public chaque jour ouvrable sur rendez-vous de 10 à 12 heures et de 14 à 16 heures (possibilité d'emprunt durant 15 jours).

**T. : 081 / 64.94.12 – F. : 081 / 64.94.66**

**@ : d.lanteir@mrw.wallonie.be**

**Editeur responsable :**  
Victor Thomas  
14, ch. de Louvain  
B – 5000 Namur

*Les Nouvelles de l'hiver*  
1<sup>er</sup> trimestre 2008  
Trimestriel d'information édité par  
la direction générale de l'Agriculture  
Ilot Saint-Luc  
14, ch. de Louvain – 5000 Namur  
T. : 081 / 64.94.11  
@ : dga@mrw.wallonie.be  
<http://agriculture.wallonie.be>

**Comité de rédaction des Nouvelles :**  
M. V. Thomas, Mmes Martine Leroux,  
Geneviève Minne et Anne-Françoise Piérard,  
MM Jean-Luc Matthieu, Gaëtan Frippiat,  
Hervé Hulet, Daniel Lanteir, André Mottoulle,  
Geoffroy Simonart, Jacques Stévenne,  
Ewald Teller, Jean-Claude Van Schingen.

**Conception graphique et édition :**  
Twogether & Partners  
**Production et réalisation, coordination  
générale :** Anne-Françoise Piérard  
**Relecture :** Véronique Renaux  
**Transposition en langue allemande :**  
Irmgard Drese (Amel)

**Ont collaboré à cette 45<sup>e</sup> édition :**  
JM Bouquiaux, S. Braun, A. Delpire,  
A. Dethy, Th. Dogot, Fr. Henrard,  
F. Lambeaux, D. Lanteir, Ph. Lebaillly,  
Nitrawal, L. Opdecamp,  
Réquasud, J. Stévenne, E. Teller.

Les articles n'engagent que la responsabilité  
de leur auteur

# Un projet dans la tête?

# Le Programme wallon de Développement Rural vous aide.

L'Europe et la Région wallonne démarrent le Programme wallon de Développement Rural 2007-2013.

A travers seize mesures, il apporte aide et soutien financier aux projets de développement du monde rural wallon.




**Un projet dans la tête?**  
**Le Programme wallon de Développement Rural vous aide.**

Le monde rural est une richesse de la Wallonie. Grâce à vous qui, chaque jour, travaillez dur pour exercer le métier que vous avez choisi par passion, ici et nulle part ailleurs. Vos efforts méritent d'être soutenus; c'est pourquoi l'Europe et la Région wallonne démarrent le **Programme wallon de Développement Rural wallon (PwDR)**. A travers seize mesures, il apporte de l'aide et un soutien financier pour ceux qui comme vous dessinent l'avenir de notre Région.

Pour plus d'infos, surfez sur:  
[www.pwdr.be](http://www.pwdr.be)

Fonds européen agricole pour le développement rural:  
L'Europe investit dans les zones rurales.



**Le Programme wallon du Développement Rural 2007-2013**

Rechercher...

**Liens**

- Institutions wallonnes**
  - La Région wallonne
  - Le gouvernement wallon
- Portails Wallons**
  - Portail de l'Agriculture wallonne
  - Portail environnement de Wallonie
  - Portail de l'énergie en Wallonie
- Fonds structuraux en Wallonie**
  - 2 fonds structurels de la Région wallonne
  - Recommandations connues par fonds structuraux complémentaires
  - Le programme LeADER en Wallonie
- Europe**
  - Site de la Commission européenne relatif à la politique agricole
  - Site de la Direction générale des politiques agricoles
  - Site de la Commission européenne dédié au PwDR
  - Site de la Commission européenne dédié au programme Leader
- Autres institutions et outils wallons**
  - Fédération royale de Wallonie
  - ...

**Le Programme**  
Découvrez les 4 axes et les mesures qui soutiennent votre activité du monde rural.

**Une Question?**  
Posez vos questions ici.

**Formulaires de demande**  
Pour télécharger les formulaires d'information et accéder aux formulaires, cliquez ici.

**Actualités**  
21/04/2008 13:08  
Ce mardi 22 janvier, Benoît Lutgen Ministre de l'Agriculture, de la Pêche, de la Faune et du Développement Rural.

Pour découvrir l'essentiel du Programme, lisez le dossier spécial dans ce numéro, ou consultez le site internet :

[www.pwdr.be](http://www.pwdr.be)

Restez attentifs, nous vous informons également, en détail, au cours de l'année, de l'étendue des mesures qui concernent votre activité et des conditions à remplir pour en bénéficier.



Fonds européen agricole pour le développement rural:  
L'Europe investit dans les zones rurales.

